

70 ans
DE REGARD PERÇANT

Relations

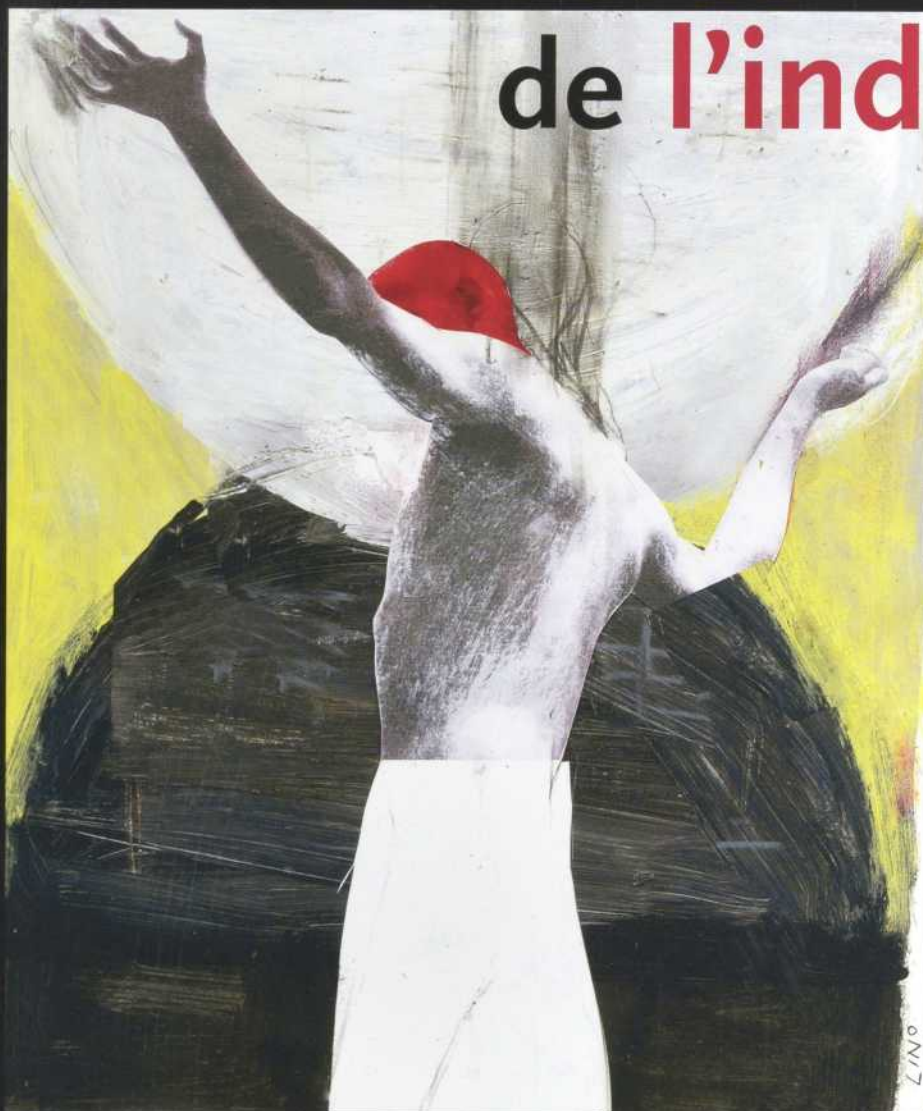
Pour qui veut une société juste

NUMÉRO 747

MARS 2011

La force

de l'indignation



vue par

Sarita Ahooja

Amélie
Descheneau-Guay

Bernard Émond

Vivian Labrie

Hugo Latulippe

Jean-François
Lessard

André Myre

Sylvie Paquerot

Pol Pelletier

Jean-Claude Ravet

Aminata Traoré

Lire aussi:

le Carnet de Brigitte Haentjens et la chronique de Louise Warren

5,50 \$



ARTISTE INVITÉ :
LINO

Relations

NUMÉRO 747, MARS 2011

70 ans
DE REGARD PERÇANT

ACTUALITÉS	4
HORIZONS	
L'argent: le maître du monde José Ignacio González Faus, s.j.	9
LE CARNET	
DE BRIGITTE HAENTJENS	
Un signe d'humanité	10
70 ANS DE RELATIONS	
L'Affaire silicose, un dossier explosif Suzanne Clavette	31
JE SUIS DE CE MONDE	
CHRONIQUE LITTÉRAIRE	
Par exemple Louise Warren	32
AILLEURS	
Togo: un pays à réinventer Pierre S. Adjété	34
CONTROVERSE	
Facebook: un phénomène social identique du Nord au Sud? Marie-Sophie Villeneuve André Mondoux	36 37
MULTIMÉDIAS	39
LIVRES	40

Couverture: Lino, *L'âge de la révolte*, 2011, acrylique et collage sur papier

DOSSIER

LA FORCE DE L'INDIGNATION

Relations fête, en 2011, ses 70 ans d'existence dans le paysage culturel, social et religieux québécois. Un des moteurs qui anime la réflexion de la revue et de ses artisans depuis ses débuts est l'indignation face aux injustices et aux atteintes à la dignité humaine. C'est pourquoi nous avons choisi ce thème porteur d'engagement social et d'espérance pour célébrer cet anniversaire. Ce numéro spécial est l'occasion de lire la plume sensible et engagée de figures québécoises de renom.

La force de l'indignation Jean-Claude Ravet	11
Vitupérer l'époque Bernard Émond	13
L'indifférence Jean-François Lessard	15
La dignité Vivian Labrie	17
L'intolérable braderie de la dignité humaine Sylvie Paquerot	18
Ces porteurs d'éclairs Hugo Latulippe	20
La source de mon engagement Sarita Ahooja	21
Pour Hélène Pedneault Pol Pelletier	22
Aminata Traoré: une femme porteuse de changement Entrevue réalisée par Mouloud Idir et Catherine Caron	24
Paroles indignées de Jésus André Myre	27
Une fenêtre sur l'espérance Amélie Descheneau-Guay	28

ARTISTE INVITÉ

Artiste en art visuel, **Lino** est un collaborateur régulier de *Relations* depuis dix ans. Il lui revenait d'illustrer notre dossier anniversaire « La force de l'indignation »: « Quand on me l'a demandé, j'ai accepté d'emblée. On a tous, un jour ou l'autre, ressenti à plus ou moins grande échelle de l'indignation pour quelque chose. Une sorte de grande déception accompagnée d'un sentiment de révolte. Mais l'indignation peut aussi être une sorte de moteur, une force qui nous pousse à l'engagement. Cet engagement est la conséquence de notre nausée. C'est donc dans cet esprit que j'ai travaillé toutes les images. Il n'est pas facile d'illustrer l'invisible sentiment qui nous pousse à ressentir de l'indignation. Il s'agit de mettre en lumière des formes sorties de nos propres obscurités, mais c'est à la fois un travail essentiel pour un artiste, aussi essentiel que de tenter de l'expliquer. »

FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

DIRECTRICE
Élisabeth Garant
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Catherine Caron
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Amélie Descheneau-Guay
PROMOTION/PUBLICITÉ
Jean-Alexandre D'Etcheverry
TRADUCTION
Jean-Claude Ravet
DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert
ILLUSTRATIONS
Goldstyn, Sophie Lanctôt

RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé
COMITÉ DE RÉDACTION
Gregory Baum, Gilles Bibeau, Gilles Bourque, Eve-Lyne Couturier, Céline Dubé, Guy Dufresne, Jean-François Filion, Mouloud Idir, Nicole Laurin, Sylvain Lavoie, Agusti Nicolau, Guy Paiement, Rolande Pinard, Jacques Racine, Louis Rousseau
COLLABORATEURS
André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Bernard Émond, Brigitte Haentjens, Vivian Labrie, Carolyn Sharp, Louise Warren

IMPRESSION HLN
sur du papier recyclé contenant 100 % de fibres post-consommation.
DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada
Relations est membre de la SODEP
<www.sodep.qc.ca>
Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère*, *EBSCO* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.
ABONNEMENTS: Ginette Thibault
8 numéros (un an): 35 \$ (t. i.)
Deux ans: 65 \$ (taxes incluses)
À l'étranger: 55 \$ Étudiant: 25 \$
Abonnement de soutien: 100 \$ (un an)
TPS: R119003952 TVQ: 1006003784

Dépôt légal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
ISSN 0034-3781

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada, par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques (FCP) pour nos activités d'édition.

Canada

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél.: 514-387-2541
télé.: 514-387-0206
relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

De Tunis au Caire: vers la liberté?

Seize janvier 2011, la scène est stupéfiante: d'un côté, un dictateur vient d'être chassé du pouvoir par une révolution populaire en Tunisie; de l'autre, Jean-Claude «Bébé Doc» Duvalier fait une visite surprise en Haïti qu'il risque, espérons-le, de regretter. Les deux événements se télescopent comme si un vilain petit diable se moquait de nous tous, faisant disparaître l'odieux là où il le fait réapparaître ailleurs.

On serait tenté de se taire tant «l'histoire se met à galoper», comme l'écrivait le Tunisien Fathi Chamkhi. Mais cela est impossible tant la révolte et le cri qui bouleversent le monde arabe – ce cri qui sourdait depuis longtemps pour qui voulait l'entendre – forcent notre admiration envers les luttes courageuses des peuples tunisien, égyptien, algérien, etc. Il est plus que temps qu'ils obtiennent liberté, justice, réparation et une rupture démocratique complète avec les partis et

grandes puissances qui agissent aujourd'hui comme si tout ce désarroi venait de surgir, soudain légitime et reconnu, comme si elles n'y avaient joué aucun rôle... Or, l'Occident n'a jamais soutenu la mouvance qui a initié les événements qui sèment espoirs mais aussi inquiétudes de Tunis jusqu'au Caire, et où dominent des valeurs et revendications laïques, démocratiques, de justice sociale – remparts contre le fondamentalisme islamiste qu'on prétend combattre.

Par ailleurs, si les Tunisiens scandaient «nous ne voulons pas du pain, nous voulons la liberté, la démocratie», cela ne doit pas faire oublier que la conquête de celles-ci n'est pas synonyme d'une réelle souveraineté politique et économique, ni de la fin des mesures néolibérales draconiennes qui ont contribué à saper les conditions de vie d'une grande partie de la population, au profit des élites. Le soulèvement de Redeyef dans le bassin minier de Gafsa, en 2008, est là pour le rappeler. Un mouvement social fort exigeait entre autres «un programme d'embauche des diplômés sans emploi, l'implication de l'État dans la création de grands projets industriels, le respect des normes internationales relatives à l'environnement, des services publics accessibles aux plus pauvres, par exemple pour l'électricité, l'eau courante, l'éducation, la santé...¹» Voilà qui n'est pas au programme des élites économiques et financières tandis que «l'autre régime», celui de l'austérité, du libre-échange, de la privatisation et de la «paradis-fiscalisation» du monde ne cesse de s'étendre. «Europe, FMI, bas les pattes en Tunisie», clamaient à juste titre les manifestants à Paris.

Le Canada n'est pas en reste. Complaisant envers les dictatures du monde arabe qu'il soutient en valet fidèle des États-Unis, il prône une démocratie et une retenue policière

qu'il vide de leur sens ici même. Ses accords de promotion et de protection de l'investissement étranger ou de libre-échange avec la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, l'Algérie, etc. – actuels ou futurs – se hissent aussi au premier rang de ses préoccupations. Il s'agit de libéraliser les marchés en faveur des investisseurs privés étrangers – incluant leur donner le droit de poursuivre les États. De telles ententes contrecarrent *de facto* une partie de ce pourquoi les peuples se battent et versent leur sang, elles «empêchent les pays en développement de faire preuve de souplesse économique et ne font aucune place à l'expression des citoyens dans les choix en matière de politique publique», confirme Abdulai Darimani du Réseau Tiers Monde-Afrique².

Ainsi, il nous incombe d'exiger non seulement que le Canada retrouve la crédibilité qu'il a perdue en matière de défense des droits démocratiques et humains dans le monde, mais que le régime d'affaires international qu'il promeut cesse d'être fondé sur une prédation légalisée des ressources, d'une main-d'œuvre à bon marché, des contrats publics, etc. Ce système doit changer et placer en son cœur la primauté absolue des droits démocratiques, humains et environnementaux sur ceux des entreprises.

C'est dire que les forces démocratiques et sociales du monde arabe auront besoin de nous – mais nous aussi d'elles pour qu'ensemble nous disions aussi aux tenants du *désordre* économique global injuste qui brime la liberté des peuples: dégagez!

CATHERINE CARON

1. Karine Gantin et Omeyya Seddik, «Révolte du "peuple des mines" en Tunisie», *Le Monde diplomatique*, juillet 2008.

2. *Traités bilatéraux d'investissement: Guide d'introduction canadien*, Conseil canadien de la coopération internationale, 27 avril 2010, p.1.



Lino, *En attendant la pluie*, 2009, acrylique, huile et collage sur bois

les régimes hégémoniques qui les oppriment, pas des changements de façade. Notre solidarité n'a d'égale que notre dégoût face à l'hypocrisie des

a

Prostitution : un jugement dangereux

Le jugement Himel, qui tend à décriminaliser la prostitution au Canada, ne tient pas compte du fait qu'il s'agit d'une véritable industrie d'exploitation.

RICHARD POULIN

L'auteur est professeur au Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université d'Ottawa

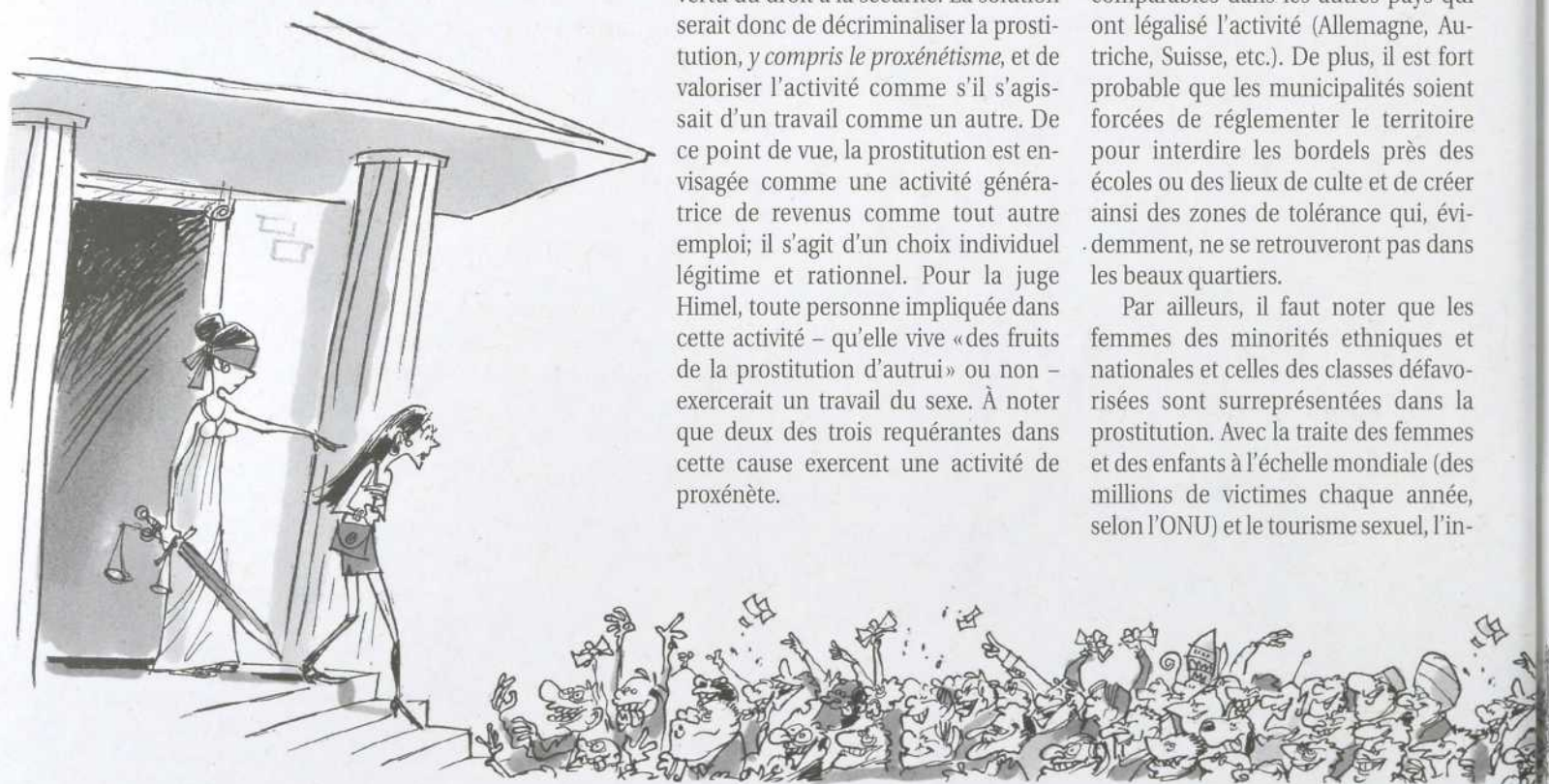
Le 28 septembre 2010, la juge Susan Himel, de la Cour supérieure de l'Ontario, a déclaré inconstitutionnels les articles du Code criminel canadien portant sur la prostitution. Son jugement a invalidé trois articles qui interdisent la tenue d'une maison de débauche (art. 210), le proxénétisme (art. 212) et la communication en vue de la prostitution (art. 213)¹. Quelle est la conception de la prostitution derrière ce jugement

médiatisé, qui aura une incidence majeure sur la décriminalisation potentielle de cette activité partout au pays et sur les femmes en particulier?

Selon la juge Himel et les trois requérantes de cette cause, la prostitution ne constitue pas une forme de violence. Si celle-ci existe bel et bien dans la prostitution, c'est parce que des lois criminaliseraient l'activité, forçant les personnes prostituées à prendre des risques en quittant la sécurité d'un établissement pour affronter la violence de la rue – ce qui violerait la Charte canadienne des droits et libertés en vertu du droit à la sécurité. La solution serait donc de décriminaliser la prostitution, y compris le proxénétisme, et de valoriser l'activité comme s'il s'agissait d'un travail comme un autre. De ce point de vue, la prostitution est envisagée comme une activité génératrice de revenus comme tout autre emploi; il s'agit d'un choix individuel légitime et rationnel. Pour la juge Himel, toute personne impliquée dans cette activité – qu'elle vive «des fruits de la prostitution d'autrui» ou non – exercerait un travail du sexe. À noter que deux des trois requérantes dans cette cause exercent une activité de proxénète.

Aux Pays-Bas, les autorités ont constaté que l'industrie de la prostitution a connu une croissance fulgurante de 25% l'année qui a suivi sa légalisation dans les bordels et dans les zones de tolérance. C'est le premier effet potentiel du jugement Himel au Canada. Le deuxième est la banalisation de l'activité, qui favorise le recrutement tant des proxénètes et des clients prostituées que des personnes prostituées. L'âge moyen de recrutement dans l'industrie est déjà très jeune, soit environ 14-15 ans au Canada. En outre, le crime organisé qui étend son emprise sur l'industrie et la traite des femmes à des fins de prostitution connaît une explosion aux Pays-Bas: environ 80% des personnes prostituées sont d'origine étrangère, dont 70% sans-papiers. Les données sont comparables dans les autres pays qui ont légalisé l'activité (Allemagne, Autriche, Suisse, etc.). De plus, il est fort probable que les municipalités soient forcées de réglementer le territoire pour interdire les bordels près des écoles ou des lieux de culte et de créer ainsi des zones de tolérance qui, évidemment, ne se retrouveront pas dans les beaux quartiers.

Par ailleurs, il faut noter que les femmes des minorités ethniques et nationales et celles des classes défavorisées sont surreprésentées dans la prostitution. Avec la traite des femmes et des enfants à l'échelle mondiale (des millions de victimes chaque année, selon l'ONU) et le tourisme sexuel, l'in-





Le boycott, une arme pacifique qui fait mal

dustrie transnationale de la prostitution exploite celles provenant du tiers-monde et des pays de l'Est.

Industrie vouée pour l'essentiel au plaisir masculin, la prostitution est avant tout fondée sur l'inégalité, l'exploitation et la domination d'un sexe par l'autre. La violence qui lui est associée ne découle pas fondamentalement des lois, même si celles-ci peuvent y contribuer, mais des rapports sociaux de pouvoir au sein de l'industrie entre les proxénètes, les prostituées et les personnes prostituées. Elle résulte aussi de l'acte d'aliéner des êtres humains, par la marchandisation de leur corps. Ses effets sur les personnes exploitées sont dommageables pour leur santé mentale et physique : infections sexuellement transmissibles, dissociation émotive, stress post-traumatique, sans compter la violence subie. Il s'agit d'une activité très risquée : de 1992 à 2004, 171 femmes prostituées ont été assassinées au Canada. Durant la même période, il y a eu 50 meurtres de femmes prostituées aux Pays-Bas, ce qui, toute proportion gardée, est un chiffre comparable à celui du Canada. En somme, que la prostitution dans les bordels soit légale ou non, cela ne change pas fondamentalement la dynamique de la violence, parce que ce sont les rapports entre les hommes et les femmes tels qu'ils se nouent dans une relation marchande inégale qui sont le sous-bassement de la violence qui la caractérise. ●

1. La Cour d'appel de l'Ontario a toutefois décrété une prolongation du sursis en maintenant en vigueur, jusqu'au 29 avril 2011, les articles du Code criminel invalidés.

La campagne de boycott contre Israël s'intensifie au Québec. Signe qu'elle fait mal, elle s'est méritée une riposte de salissage médiatique.

JEAN-CLAUDE RAVET

La campagne internationale de boycott des produits israéliens a fait parler d'elle en décembre dernier d'une drôle de manière. La chroniqueuse de *La Presse*, Lysiane Gagnon, très connue pour ses positions pro-israéliennes, est tombée à bras raccourcis sur le député Amir Khadir dans sa chronique du 21 décembre. À tel point qu'elle en a perdu la mesure, le traitant de « radical fanatique » caractérisé par un « antisémitisme obsessionnel ». Sa faute : avoir participé à une manifestation organisée par le PAJU (Palestiniens et Juifs unis) devant Le Marcheur, un petit commerce de sa circonscription vendant, entre autres, des chaussures provenant d'Israël. Peu de temps après, l'ultra-conservateur Mathieu Bock-Côté (à l'émission de Mario Dumont et dans un article de *La Presse*) faisait dans le délire en se servant de cet événement comme archétype de la vision du monde de l'extrême gauche. Ces interventions à l'emporte-pièce et bien d'autres qui cherchent à ridiculiser et à marginaliser ce type d'action ont une fonction précise : détourner le

regard d'une action légitime qui prend de plus en plus d'ampleur.

Devant la complicité plus ou moins avouée des gouvernements occidentaux dans le maintien de l'occupation israélienne – élevant la voix, d'un côté, mais laissant faire, de l'autre –, le boycott d'Israël se présente de plus en plus comme une action légitime de la part de la population qui refuse ce jeu d'au-

L'auteur est rédacteur en chef de *Relations*



truche constituant un véritable déni de justice. En effet, Israël occupe depuis 1967 des territoires conquis militairement. Il refuse non seulement de s'en retirer mais y implante toujours plus de colonies en contravention du droit international. Le « mur de la honte » sensé protéger Israël des attaques ter-

Marche commémorant la Nakba (« catastrophe » en arabe) en mai 2010. Photo : Coalition pour la justice et la paix en Palestine





roristes empiète outrageusement sur ces territoires occupés et institue en partie cette confiscation de terres. Les colonies, les voies de circulation entre celles-ci (réservées aux juifs), l'appropriation de sources d'eau, les postes de contrôle israéliens, les fouilles qui humilient quotidiennement la population palestinienne la rendant étrangère sur sa propre terre – sans parler du blocus de Gaza transformée en véritable prison à ciel ouvert – sont autant de scandales qui durent depuis trop longtemps. Qu'Israël soit ou se dise une démocratie n'y change rien. Ou plutôt, cela ajoute à l'odieux. Car c'est l'idée de démocratie qui est salie par le fait même.

L'exemple du boycott de l'Afrique du Sud dont s'inspire la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) d'Israël, lancée par des organisations de la société civile palestinienne en 2005, est éclairant (voir Zahia El-Masri, « Solidarité Québec-Palestine », *Relations*, n° 732, mai 2009). Le boycott est une action démocratique légitime. Il incite à suspendre sa coopération avec un pays qui persiste dans une entreprise jugée criminelle, afin de faire pression sur son gouvernement pour qu'il change de politique et sache que le statu quo entraînera de graves conséquences. Que les produits boycottés soient faits en Israël ou dans les territoires occupés, cela n'y change rien. Quand la France torturait durant la guerre d'Algérie – alors sa colonie –, les manifestations et les désobéissances civiles n'ont pas eu lieu seulement en Algérie « française » mais dans la métropole. Car l'action « politique » des citoyens vise avant tout le gouvernement. Mais pour cela, il est parfois nécessaire d'atteindre la population. L'appel de Gandhi au boycott des produits manufacturés anglais durant la lutte d'indépendance de l'Inde ne visait pas les compagnies comme telles, ni la population anglaise, mais, par leur entremise, le gouvernement britannique.

Le boycott est une arme pacifique qui fait mal, c'est pourquoi on cherchera à le discréditer par tous les moyens. Des accusations d'antisémitisme ont d'ailleurs été lancées en France par des organisations pro-israéliennes contre 80 militants participant au boycott afin de court-circuiter la campagne.

Certes, le choix de prendre pour cible un petit commerce de chaussures est certainement discutable. Car il prête flanc précisément aux propos démagogiques qui n'ont d'autres visées que de détourner les regards des véritables enjeux. Mais, au Québec, la campagne est à ses débuts. De nom-

breuses organisations sociales, syndicales, religieuses – notamment le Centre justice et foi et *Relations* – ont manifesté leur intérêt à appuyer le boycott. De grandes chaînes commerciales pourraient prochainement être la cible de la campagne BDS. Les privilèges permettrait de rendre manifeste ce qui est un des principaux objectifs du boycott: quand l'injustice perdure et s'aggrave et que nos gouvernements ne font rien pour que cela cesse, les citoyens ont la responsabilité d'agir. ●

Bâtir une lutte commune

L'Alliance sociale et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics font face au défi d'unir leurs forces pour contrer le budget Bachand et les politiques du gouvernement Charest.

PIERRE MOUTERDE

En juin dernier, on évoquait dans ces mêmes pages l'idée prometteuse que la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics pourrait être le levier d'une lutte commune contre le budget Bachand – l'embryon d'une vaste alliance entre tous les secteurs de la « société civile d'en bas » pour mieux faire face aux politiques néolibérales du gouvernement Charest.

Mais qu'en est-il six mois plus tard, notamment à la suite de la naissance

en parallèle de l'Alliance sociale, lancée le 5 novembre dernier par les trois grandes centrales syndicales (FTQ, CSN, CSQ)? La Coalition, qui regroupe près de 120 organisations, a eu le mérite de réveiller l'opinion publique au sujet du budget Bachand et surtout d'organiser la première manifestation d'envergure à son encontre. Mais, depuis, a-t-on avancé vers cet élargissement si nécessaire des luttes qu'elle préconisait?

À première vue et en termes de discours, on serait tenté de répondre par l'affirmative, quoiqu'il reste difficile de

L'auteur, professeur de philosophie au Cégep Limoilou, vient de publier *La gauche en temps de crise. Contre-stratégies pour demain* (Montréal, Liber, 2011)



Distribution de tracts aux abords du pont Jacques-Cartier à Montréal, le 16 décembre 2010. Photo : Michel Giroux

Action de blocage de la Coalition au siège social d'Hydro-Québec à Montréal, le 23 novembre 2010. Photo : Claudette Lambert



Conférence de presse commune de l'Alliance sociale et de la Coalition à Montréal, le 24 janvier 2011. Photo : CSN

comprendre pourquoi les centrales syndicales ont fait le choix de dissocier deux événements – la mobilisation pour les services publics et la négociation des conventions collectives –, sans saisir l'intérêt de les combiner étroitement. En effet, en même temps que le gouvernement Charest, miné par les allégations de corruption, s'apprêtait à faire passer sous le bâillon le budget Bachand et ses mesures néolibérales (hausses des tarifs de l'électricité, de la TVQ, des droits de scolarité, etc.), 475 000 employés de l'État se trouvaient en période de négociation pour renouveler leurs conventions collectives. Alors qu'une importante manifestation, organisée à Montréal le 20 mars 2010, révélait que la mobilisation grandissait dans tous les secteurs (santé, éducation, fonction publique, etc.), les hautes instances syndicales, plutôt que d'élargir la lutte collective autour des enjeux de fond de ces négociations et d'y voir un moyen de donner un coup d'arrêt aux politiques néolibérales du gouvernement Charest, n'ont rien trouvé de mieux que de donner leur aval, juste avant l'été, à une entente de principe à rabais (très loin de l'augmentation salariale de 11,5% sur trois ans demandée initialement). Une entente dont le gouvernement a reconnu lui-même qu'elle lui permettrait d'économiser 1,4 milliard de dollars.

Il est vrai que, depuis, les instances syndicales ont semblé se reprendre,

notamment par le retour en leurs rangs d'une rhétorique plus combative ainsi que par le lancement de l'Alliance sociale et la préparation d'une grande manifestation à Montréal, le 12 mars 2011. Mais là encore, attention! Car l'idée d'un regroupement du mouvement social contre les iniquités du budget Bachand, c'était justement la raison d'être de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, animée par l'aile gauche du mouvement communautaire, étudiant et syndical. Si certains de leurs syndicats affiliés, fédérations et conseils centraux font partie de la Coalition, les grandes centrales syndicales en tant que telles ont toujours refusé d'y participer, en particulier parce que l'exécutif de la CSN ne désirait pas, à l'époque, s'opposer à une hausse des tarifs d'Hydro-Québec. Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas que les représentants de la Coalition aient initialement refusé de participer à la constitution de cette nouvelle alliance. Cela non seulement parce que la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) n'y avaient pas été invitées, mais aussi parce que la Coalition ne voulait pas se

faire «tasser», voire noyer dans cette nouvelle entité, ni non plus donner son aval au plan de relance économique des centrales dont elle ne connaissait pas tous les éléments et sur lequel elle n'avait aucune position ou mandat. On le voit, il n'est pas facile de gérer démocratiquement un arc-en-ciel d'organisations sociales et syndicales et d'y maintenir une politique d'égalité réelle, surtout quand on a en face de soi trois puissants appareils syndicaux.

À l'heure où ces lignes sont écrites, la Coalition et l'Alliance continuent leurs discussions, notamment concernant la manifestation du 12 mars qu'on souhaite commune. Mais avec des revendications qui ne sont pas toutes les mêmes et des modes de fonctionnement différents, l'organisation d'un tel événement est loin d'être évidente, surtout si l'on aspire à ce qu'il soit l'expression de l'ensemble des participants et non pas uniquement des centrales syndicales. Souhaitons que cet exercice apparemment laborieux soit le prélude d'un rapprochement authentique et, surtout, d'une forte relance des luttes sociales capable d'infléchir les politiques anti-sociales du gouvernement. ●



Le féminicide au Mexique

Dans la cadre de la Journée internationale des femmes, n'oublions pas cette tragédie.

ALFONSO ANAYA ANDRADE

L'auteur est coordonnateur du Service international chrétien de solidarité avec l'Amérique latine et les Caraïbes (Sicsal-Mexique)

En 2010, il y a eu près de 450 meurtres de femmes dans l'État de Chihuahua, dont 300 à Ciudad Juárez. Au cri de la population, «Pas une morte de plus!», la réponse cynique des criminels a été de tuer encore et encore, en s'attaquant récemment à deux femmes qui luttaient pour que justice soit rendue: Marisela Escobedo et Susana Chávez. Cela montre l'impunité qui règne dans le pays et l'impuissance de l'État, quand ce n'est pas sa complicité dans ces crimes.

Marisela Escobedo a été assassinée le 16 décembre dernier, en pleine capitale de l'État de Chihuahua, en face du palais du gouvernement où elle manifestait pour dénoncer la manière cynique et grotesque dont un juge avait innocenté l'assassin de sa fille Rubí, âgée de 16 ans – et ce, malgré des preuves accablantes. Elle avait pourtant averti les autorités des menaces de mort qui pesaient sur elle. Mais en vain. Aucune protection ne lui fut accordée. L'assassin de sa fille lui a tiré une balle dans la tête en pleine rue.

Tant l'État de Chihuahua que le gouvernement fédéral refusent d'accorder la protection aux familles des victimes et aux militants des droits humains qui réclament justice au péril de leur vie, même si la Cour interaméricaine a déjà condamné le Mexique pour son inaction devant de tels actes criminels.

Quant à Susana Chávez, son corps mutilé a été retrouvé à Ciudad Juárez, le 6 janvier dernier. Poète et militante féministe de longue date, elle réclamait justice pour les centaines de victimes de cette ville considérée comme la plus violente du Mexique, voire du monde, des milliers de femmes travaillant dans les *maquiladoras* y ayant été violées, puis assassinées depuis 1993. Ces crimes abominables ne peuvent être dissociés d'une stratégie d'élimination physique des personnes, surtout des femmes, qui ont entrepris une lutte contre ce féminicide et les violences commises par l'armée et les forces policières.

La misogynie est exacerbée par les violences structurelles générées par le système néolibéral: chômage, délinquance, crime organisé, corruption, traite, esclavage et prostitution de mil-

liers de filles et de femmes, narcotrafic, séquestration de migrants, main-d'œuvre à bon marché des *maquiladoras*... Ce sont là les conséquences du libre-marché bâti sur la misère et l'oppression.

Pour y mettre un terme et éradiquer les conduites violentes, des transformations économiques, mais aussi socio-culturelles, sont nécessaires. Le maintien de la culture machiste au Mexique est le moyen le plus sûr de perpétuer la violence et de multiplier les crimes envers les femmes. Il faut en finir avec cette culture méprisante envers la dignité et la vie de tant d'entre elles, sans quoi le mot d'ordre, «Pas une morte de plus!», aura été lancé en vain et restera un vœu pieux.

À cette fin, les organisations de la société civile doivent continuer à forcer les autorités, à tous les niveaux du pouvoir, à remplir leur devoir de défendre et de faire respecter les droits humains, ce qu'elles ne font pas jusqu'à présent. Un grand nombre de regroupements, de militants et de militantes pour la défense de droits humains ainsi qu'un nombre considérable d'hommes et de femmes solidaires s'y attellent avec courage, sachant que la lutte contre l'arbitraire et l'injustice est loin d'être accomplie compte tenu de l'état actuel des forces sociales mexicaines. ●

LES GRANDES CONFÉRENCES DU CENTRE ST-PIERRE



L'envers de la chanson québécoise
Nostalgie et reconquête d'un sens de la collectivité dans un Québec post-catholique

La chanson populaire est le reflet de nos rêves, nos idées, nos aspirations. À travers des textes qui questionnent notre mode de vie et le sens qu'on lui donne, la chanson nous

rappelle l'importance de maintenir la trame collective par delà les diktats du marché.

Isabelle Matte, anthropologue et historienne.

Mercredi 6 avril 2011 · 19h · 10\$ – Veuillez réserver vos places



1212, Panet, Montréal
514.524.3561 poste 600
www.centrestpierre.org
BEAUDRY

L'argent: le maître du monde

JOSÉ IGNACIO GONZÁLEZ FAUS, S.J.

Tout notre système économique est fondé sur la passion de l'argent que Péguay a appelé «le maître du monde». Le credo du système: la recherche insatiable de profit est le fondement de la vie individuelle et collective. Cette manière de voir les choses peut être illustrée par l'histoire suivante. Au moment où les taux d'intérêt étaient très bas, les banques étatsuniennes ont poussé les «ninjas» («no income, no job, no assets») – emprunteurs sans revenu, sans emploi, sans actifs – à acheter des maisons grâce à des hypothèques de longue durée. Cet incitatif déclencha une hausse constante du prix des habitations. Le fait que les «ninjas» ne puissent payer l'hypothèque faisait l'affaire des banques, car elles pourraient ainsi garder leur maison «revalorisée». Mais la croissance démesurée de l'offre transforma leur rêve en cauchemar. La valeur des habitations commença à chuter. Les banques perdaient de l'argent. Elles se mirent alors à vendre ces crédits en bourses, en en faisant des paquets d'actifs «intoxiqués» (les fameux *subprimes*), jusqu'au moment où les banques, méfiantes, ont cessé de se prêter les unes aux autres et ont ainsi manqué de liquidités. C'est alors qu'éclata la crise. La leçon de cette histoire se trouve déjà formulée dans le Nouveau Testament: «la racine de tous les maux, c'est l'amour de l'argent» (1 Tim 6, 10).

L'Irlande en est un autre exemple. Ce qui est arrivé à des banques peut advenir à un pays. Il n'y a pas si longtemps, on parlait du «miracle celtique». Le Fonds monétaire international (FMI) présentait l'Irlande comme un modèle et exhortait les autres pays à l'imiter. Aussi incroyable que cela puisse paraître, quand éclata la bulle et que l'économie de l'Irlande menaça de

Il y a 2500 ans, Aristote avait fait une distinction entre l'économie et la chrématistique: la première étant l'art d'administrer les biens de la communauté – la croissance n'était pas exclue, mais l'objectif principal était de prendre soin de la collectivité. Quant à la chrématistique, c'était l'art de s'enrichir.

s'effondrer et d'entraîner à sa suite les autres pays d'Europe, mettant en péril l'euro, le FMI a continué de recommander les mêmes recettes qui ont mené l'Irlande au désastre.

Ces recettes néolibérales se résument à baisser les impôts et à éliminer les dépenses publiques – sociales évidemment, pas militaires! De cette manière, l'État ne s'endetterait pas davantage et les entreprises seraient encouragées à investir. À la clé: création d'emplois, augmentation de la consommation, croissance de l'économie. Mais, dans les faits, jamais ce pronostic ne s'est vraiment accompli: la soif toujours plus grande de profit fait que les puissants n'investissent pas dans la production de richesse collective, mais dans la spéculation financière. Ils s'enrichissent ainsi plus rapidement, pendant que les pauvres se retrouvent sans services sociaux. Encore une fois, la passion de l'argent nous a fait croire que celui-ci était, en soi, source et cause de la richesse, et non un simple instrument pour en créer. Là réside le fondamentalisme néolibéral.

Le système néolibéral et la passion de l'argent sont comme le tabac et la drogue. À court terme, on en ressent beaucoup de satisfaction. À long terme, ils provoquent des dommages irréparables. De même qu'il faut un certain temps avant de voir apparaître les symptômes de la maladie, rendant difficile d'en identifier les causes, il arrive que la crise économique éclate après que ceux qui en ont semé les germes aient quitté le pouvoir. Ceux-là peuvent toujours s'imaginer avoir laissé un pays prospère et que c'est par leurs successeurs qu'est arrivée la ruine (comme dans le cas de la Grèce et de l'Espagne). Et le mal ne cesse de s'aggraver parce que, jusqu'à maintenant, nous ne trouvons pas d'autre solution que de donner (pas même prêter!) aux banques l'argent des citoyens, lesquels sont jetés en grand nombre au chômage et parfois même dans la misère. Comme le dit un humoriste espagnol: «Il faut aider les escrocs à continuer à nous escroquer.»

Il y a 2500 ans, Aristote avait fait une distinction entre l'économie et la chrématistique: la première étant l'art d'administrer les biens de la communauté – la croissance n'était pas exclue, mais l'objectif principal était de prendre soin de la collectivité. Quant à la chrématistique, c'était l'art de s'enrichir. La plupart de nos économistes semblent n'avoir étudié que celle-ci. C'est pourquoi ils sont incapables de sortir de la crise, mais ils savent, par contre, très bien comment en tirer profit. Dans cette perspective, la question n'est pas de savoir s'il y aura d'autres crises ou si elles seront pires, mais de savoir quand elles surviendront. ●

L'auteur, théologien, est membre du centre jésuite catalan Cristianisme i Justícia à Barcelone.





UN SIGNE D'HUMANITÉ

«Je n'ai la force de rien faire. Je veux juste rester immobile. Je ne veux voir personne. Je ne veux rien sentir. Je veux rester ici et attendre d'avoir une raison de me lever et d'ouvrir les portes. [...] Je m'enfuis vers un équilibre fragile où je n'ai besoin ni de penser ni de sentir. [...] On ne peut rien forcer. Je ne peux pas simplement attendre qu'un nouveau langage me tombe dessus. Mais je ne peux pas prendre un autre chemin. J'ai quitté tout le reste. Il y a longtemps.»

LARS NORÉN, *JOURNAL INTIME D'UN AUTEUR*

Depuis plusieurs jours, je suis immobilisée devant la feuille dite blanche, essayant de trouver matière sur laquelle écrire ce nouveau billet. Jean-Claude Ravet, le rédacteur en chef de *Relations*, croit m'encourager en me disant : «c'est un numéro spécial sur l'indignation, pourquoi ne pas écrire sur ce sujet?» Mais j'ai l'impression de n'avoir écrit que sur ça, dans ce carnet.

En pleine panne sèche, je tombe sur cet extrait du journal intime de Lars Norén, célèbre écrivain de théâtre suédois. Je travaille actuellement sa pièce *Le 20 novembre*, inspirée du journal d'un jeune Allemand auteur d'une tuerie dans une école. Son état d'âme qu'il décrit, au cours d'un des moments douloureux de sa vie où l'écriture lui a fait défaut et où il parvenait difficilement à travailler, à fonctionner, me bouleverse.

Ce que révèlent ces quelques phrases de Lars Norén, c'est un état de solitude, de dépression, d'immobilité, d'attente. Il y a une souffrance dans ce vide, un désert que rien ne vient visiter, aucun langage, aucune personne. Il y a aussi le constat qu'on ne peut rien brusquer en création, on ne peut que patienter. Mais cette stagnation apparente n'est pas source de bonheur.

C'est un état que connaissent beaucoup d'écrivains et de peintres. Je ne sais pas si la dépression appartient à l'écriture ou l'inverse. Si elle fait partie du processus artistique, du moins celui qui nécessite la solitude, la résignation, la patience pour que quelque chose surgisse. Une forme, une couleur, un personnage, une histoire. N'importe quoi sauf le néant.

Cette douleur, de par sa nature, me semble en tout cas terriblement éloignée de la fébrilité artificielle à laquelle on assiste sur les réseaux sociaux d'Internet, Facebook, par exemple. Nous sommes dans l'ère du divertissement obligé, cela s'exprime au niveau global comme au niveau intime. Nous nous agitons comme des hamsters en cage sur leur roue, commentant telle ou telle photo, tel ou tel film, telle ou telle nouvelle. Nous empruntons des trajets tout balisés. Nous dépensons notre énergie dans le commentaire et le commentaire du commentaire. Nous nous abreuvons du vide et le commentons jusqu'à plus soif.

J'ai parfois le sentiment de faire de la figuration dans une gigantesque télé-réalité où le réel serait soigneusement mis en scène. Peut-être que nous sommes pris dans le «story telling» de nos vies. Peut-être que la fabulation et le commérage, relayés par les médias, sont en train d'édifier une sorte de bulle gigantesque qui plane au-dessus

de nos têtes, nous captive et à laquelle nous sommes attachés par des fils d'ordinateur. C'est peut-être cela la fameuse toile. Que cela nous donne le sentiment d'exister, d'être en relation, en lien avec la multitude et surtout d'être occupés est indéniable. Les nouveaux instruments de communication servent peut-être essentiellement à cela, élaborer des stratégies d'évitement pour contrer la peur du vide, le sentiment de disparaître.

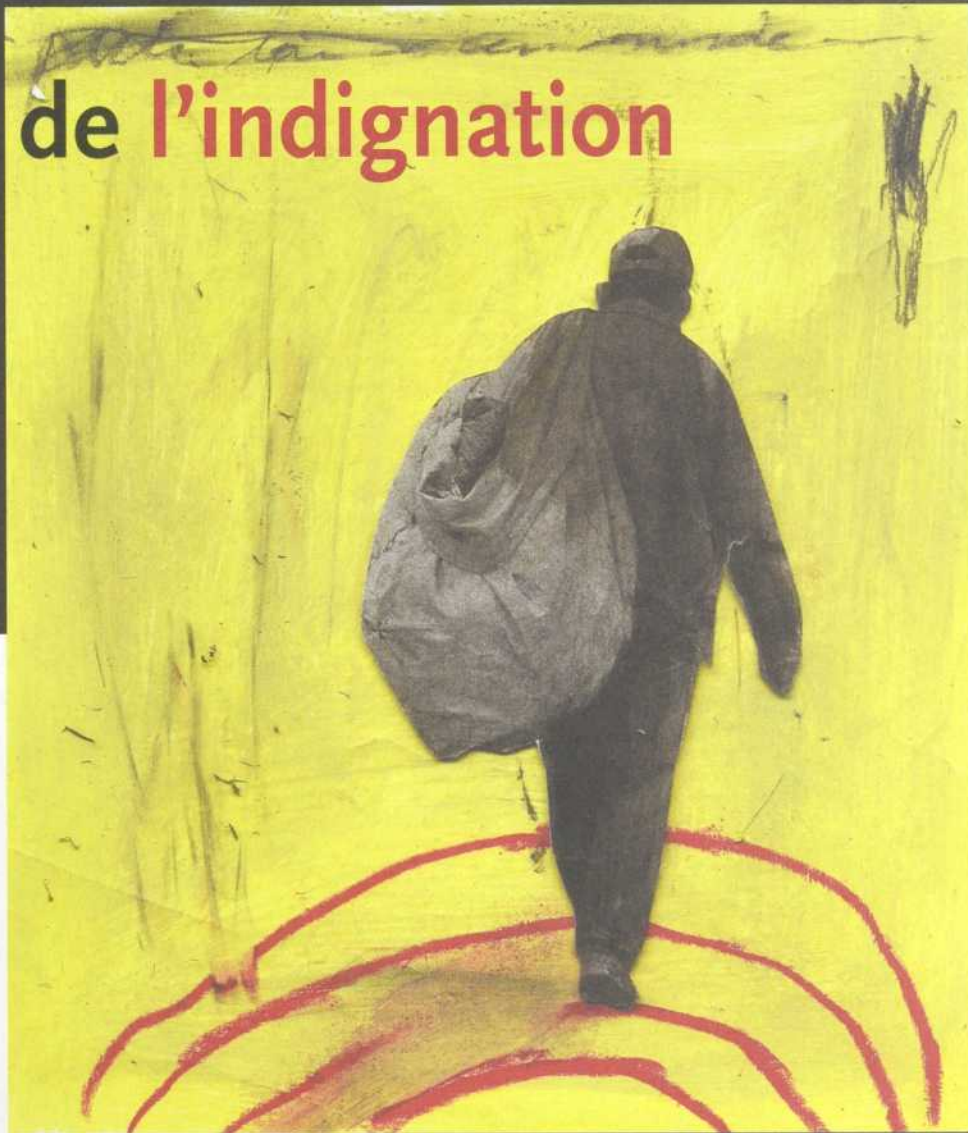
L'agitation qui nous habite tandis que nous consultons fébrilement notre page Facebook peut éventuellement devenir aussi compulsive que nos tendances à consommer, à boire, à manger. Qu'à cela ne tienne! Dans cette atmosphère de «totalitarisme fun» où nous sommes englués, l'assouvissement de pulsions semble la règle. Nous sommes isolés dans des chambres de consommation solitaire, à l'intérieur desquelles, comme dans des cabines de *peep-shows*, nous sommes protégés par des miroirs sans tain.

Et tandis que nous nous occupons à nous remplir, nous ne sommes pas touchés par le désespoir. Je ne dis pas que le désespoir soit un objectif à atteindre. Mais du moins est-il un signe que l'état du monde nous affecte, que nous y sommes perméables. Et qu'il reste en nous un peu d'humanité. ●

La force de l'indignation

JEAN-CLAUDE RAVET

Il y en a qui ont l'indignation facile et en font presque un métier. On n'a qu'à penser aux radios poubelles ou à certains chroniqueurs girouettes qui s'indignent un jour d'une chose et, le lendemain, de son contraire. Question de vendre son papier ou son image. Il y en a d'autres qui font de l'indignation une vertu des bonnes mœurs. Ils voient d'un très mauvais œil ceux qui bousculent la bonne société et ne savent pas se tenir dans le monde. Ni ces grands airs indignés, ni les marchands d'humeur ne nous intéressent ici. Ce n'est pas de ce type d'indignation dont nous voulons traiter dans le présent dossier qui souligne le 70^e anniversaire de *Relations*. L'indignation qu'il nous importe de penser – celle qui nous habite, fidèle compagne dans notre travail de rédaction – est celle qui se ressent au témoignage d'une injustice, qui ébranle et hérissé tout notre être, nous enjoignant d'agir et de se compromettre. Cette force



Lino, *Perpétuel déplacement*, 2011, acrylique et collage sur papier

souterraine place résolument celui ou celle qu'elle traverse à la marge. C'est-à-dire dans le lieu étroit de l'inconfort, du tiraillement et de la lutte. Dans les recoins de la société où l'humilié souffre, crie ou se débat. Elle le place à ses côtés, solidaire de son humiliation, de ses souffrances, de son cri, de son combat.

Si l'indignation est une émotion forte, bouleversante, elle est aussi un don. On ne la choisit pas. Elle ne nous appartient pas. Elle concerne toujours un autre. Proche ou lointain. Connue ou inconnue. Jamais soi. Elle nous rappelle ainsi, dans notre chair, notre commune humanité, ce

«On méprise d'en bas, on ne saurait s'indigner qu'à partir d'une certaine hauteur où il faut se maintenir coûte que coûte, sauf à rougir de soi. Qui s'indigne ne peut échapper à la contrainte torturante de l'examen particulier dont la conclusion lui sera toujours défavorable puisque l'indignation n'est rien si elle n'est le cri spontané d'une conscience outragée par le scandale.»

BERNANOS, *LES ENFANTS HUMILIÉS*

lien vital qui nous unit aux autres. C'est comme si celui-ci, soudainement, menaçait de se rompre sous l'effet de quelque chose d'intolérable: accepter d'appartenir à un monde divisé entre maîtres et esclaves, entre tortionnaires et victimes, entre justes et injustes, entre dominants et opprimés, et le cautionner, être heureux tout seul et répéter l'excuse de Caïn, «suis-je le gardien de mon frère?» L'indignation aiguillonne la conscience. La résignation, au contraire, l'étouffe, protège des autres, élève un mur d'indifférence, de fatalité, pour en esquiver l'épreuve.

Comme un don, l'indignation arrive aussi à l'improviste. Elle se place en travers de notre route. Alors l'humiliation, l'injustice, la violence souffertes par d'autres – leurs cris, leurs souffrances – deviennent nôtres. Et la seule façon de s'en déprendre, c'est de répondre en leur prêtant notre voix, nos mains, notre cœur. Voilà ce que l'indignation exige de nous, même s'il en coûte... L'étouffer, l'esquiver est toujours possible. Mais alors au prix de quelle trahison? Se renier soi-même, plier devant un maître menaçant et se soumettre au claquement du fouet. Consentir à l'inhumanité.

Sans jamais en être digne, l'indignation nous élève, nous fait grandir. Ce don est une grâce. Puisqu'il gratifie de la vie dans et pour la liberté. La vie qui s'ouvre sur une quête, sur la responsabilité que nous confère le fait de vivre. À ce titre, l'indignation peut être vue comme une force qui sourd des entrailles de la terre. Une force tellurique qui ébranle et fissure le train-train quotidien et nous place au cœur du combat de la vie devenue conscience et solidarité. La protestation, la révolte, l'insurrection, en sont des figures collectives possibles. On en observe la puissance en Tunisie et dans le monde arabe. Les grandes épiphanies de la liberté jaillissent d'elle.

Mais comment, en même temps, rendre compte du peu d'indignation dans nos sociétés de consommation et de spectacle? Est-ce parce que les gens sont résignés qu'ils ne s'indignent plus? Ou le contraire? Vivre sans indignation et

vivre dans la résignation vont certainement de pair. Il est tout aussi certain que la publicité et le divertissement envahissants, l'emprise du virtuel et de la froide logique marchande, ainsi que le discours dominant de la société qui véhicule sans relâche le rêve des riches et des puissants, et leur manière de voir le monde par la lorgnette de leurs intérêts et de leurs profits – et les pauvres comme des perdants –, tout cela contribue à immuniser contre le scandale et l'indignation. Comme si le déracinement du monde, tant dénoncé par Simone Weil et si bien appréhendé par Hannah Arendt, qui caractérise notre époque obnubilée par le progrès technique, émoussait effectivement les racines de notre condition humaine.

Mais la vie n'est-elle pas plus forte que les chapes de fer ou numériques dont on cherche à la recouvrir par intérêt ou par aveuglement? L'indignation persiste, elle vibre encore dans les luttes sociales et politiques. Dans les paroles et les gestes de tant d'hommes et de femmes qui maintiennent vive la flamme de la dignité et de la solidarité avec les humiliés de la terre. Des multitudes de témoins en propagent les braises. *Relations* espère en être encore longtemps. ●



L'auteur est cinéaste

Vitupérer l'époque

Qu'est-ce qui pourrait nous donner le courage d'être à la hauteur de notre indignation? Ne faudrait-il pas pour cela accepter d'apprendre d'hommes et de femmes qui témoignent du beau, du bon et du bien dont les êtres humains sont capables lorsqu'ils s'engagent entièrement?

BERNARD ÉMOND

«Dans ma tête, jour et nuit, errent de mauvaises pensées et dans mon âme ont fait leur nid des sentiments que j'ignorais. Je hais, je méprise, je m'indigne, je me révolte, j'ai peur. Je suis devenu sévère, exigeant, irascible, maussade, soupçonneux à l'excès. [...] Ma logique même a changé: naguère, je ne méprisais que l'argent, maintenant ma hargne va non pas à l'argent, mais aux riches, comme s'ils étaient coupables; je haïssais la violence et l'arbitraire, maintenant je hais les gens qui y recourent comme s'ils étaient les seuls coupables, et non pas nous tous, qui ne savons pas nous former les uns les autres.»

ANTON TCHEKHOV, *UNE BANALE HISTOIRE*

«Et puis qu'on ait ou non vendu son chinchilla
Son hermine ou son phoque
Il nous reste du moins cet amer plaisir-là
Vitupérer l'époque

ARAGON, *LE ROMAN INACHEVÉ*

Nous sommes nombreux à ressembler au personnage du poème d'Aragon, ce banal commerçant, artisan-fourreur, qui compense l'ennui de son métier par la satisfaction de se croire honnête. «Mieux lustrer le renard que d'aller proposer / L'héroïne à tant l'once», dit-il, avant d'énoncer la célèbre conclusion du poème.

Je n'aime pas mon indignation; je n'aime pas la colère qui m'emporte vingt fois par jour, à la lecture du journal, devant l'arrogance des puissants comme devant l'indifférence des faibles, devant l'abrutissement publicitaire, devant la vacuité de la pensée contemporaine et jusque devant les graffitis qui défigurent l'espace public.

Je n'aime pas cela. Mon indignation me lasse: elle ressemble trop à la bonne conscience, elle se

prend trop pour de la vertu et, au bout du compte, elle me donne trop facilement l'impression d'être *au-dessus* des choses. Or, nous ne sommes jamais au-dessus de quoi que ce soit: nous sommes *dedans*, et dedans jusqu'au cou. Devant ce malaise, la sagesse contemporaine propose une solution: «il ne faut pas juger», conseille-t-elle, ce qui est à mon sens la pire des démissions.

C'est Tchekhov, bien entendu, qui a raison lorsqu'il écrit que nous sommes tous coupables. Pour lui, il faut juger, mais en se jugeant soi-même. Il importe par conséquent que nous nous rappelions que «nous» avons élu Jean Charest, que notre indifférence entre dans les calculs de ceux qui se réjouissent de voir le Québec enfin remis à sa place, que nos retraites se construisent sur le pillage de la planète par les multinationales et que c'est volontairement que nous nous soumettons à l'abrutissement médiatique et au conditionnement publicitaire chaque fois que nous nous installons devant nos téléviseurs.

Mais comme nous ne sommes pas à la hauteur de notre indignation, nous ne descendrons pas dans la rue (ou alors pas souvent), nous ne liquiderons pas nos fonds de pension pour offrir le solde aux miséreux, nous n'enversons pas nos voitures à la casse et nous n'éteindrons pas, même pas, nos téléviseurs. Bref, nous ne sacrifierons pas notre confort à nos idéaux. Nous voulons bien nous engager, mais raisonnablement. Nous ne sommes pas des saints, après tout.

«S'engager tout entiers... Vous le savez, la plupart d'entre nous n'engagent dans la vie qu'une faible part, une petite part, une part ridiculement petite de leur être, comme ces avares opulents qui passaient, jadis, pour ne dépenser que le revenu de leurs revenus. Un saint ne vit pas du revenu de ses revenus, il vit sur son capital, il engage totalement son âme. C'est d'ailleurs en quoi il diffère du sage qui sécrète sa sagesse à la manière d'un escargot sa coquille, pour y trouver un abri.»

GEORGES BERNANOS, *NOS AMIS LES SAINTS*

Évidemment, pour la plupart d'entre nous, cette hauteur d'engagement est impossible, et nous préférons nous réfugier dans une sagesse complaisante. Mais je ne peux m'empêcher de penser que nous avons besoin des saints, et je ne parle pas seulement de ceux du calendrier, mais de cette communion des saints qu'évoque Bernanos, celle des hommes et des femmes de bonne volonté qui compte «des païens, des hérétiques, des schismatiques et des incroyants, dont seul Dieu sait les noms» (*id.*). Nous en avons besoin non pas pour nous racheter, ou pour qu'ils interviennent par quelque miracle dans le désordre du monde, mais plutôt, bien simplement, pour que leur exemple nous rappelle ce dont les êtres humains peuvent être capables lorsqu'ils s'engagent entièrement.

Cette idée saugrenue, cette idée parfaitement anachronique, je la tiens d'une relecture du grand livre de Pierre

Lino, *Faux instincts*, 2011, acrylique et collage sur papier

Vadeboncoeur, *Les deux royaumes*, où il écrivait, à propos de la tristesse que le temps présent lui inspirait :

« J'étais triste à cause de beaucoup de choses particulières, résumées par celle-ci : que les nouvelles mœurs et les nouvelles pensées paraissaient pour une bonne part être le fait d'humains en qui un certain désir de satisfaire à un toujours meilleur appel de l'âme n'existait pas, ou était sorti de leur esprit, ou ne faisait pas en eux de lumière, ou, parmi le tumulte des désirs, de l'existence ou des idées, n'avait pas de place pour se manifester, ou avait tout simplement été congédié par l'outré-cuidance et la brutalité de notre époque. [...] Je finis par me rendre compte que l'homme ne prend plus de distance par rapport à ce qu'il fait, convoite, veut, conçoit, saisit, – du moins cet écart imperceptible et néanmoins essentiel qu'une conscience éprise de l'infini du bien établit et maintient. Tous les temps ont nommé la sainteté, mais le nôtre? »

(ÉDITIONS TYPO, 1993, p. 14-15)

J'ai grandi à une époque où les modèles qu'on proposait à notre admiration, les saints, donnaient des exemples de sacrifice, d'abnégation, de grandeur d'âme, de désintéressement, de bonté. Que ces exemples aient été promus par une Église qui n'était pas toujours – c'est peu de le dire – à leur hauteur ne change rien à l'affaire, non plus d'ailleurs que le caractère d'endoctrinement que comportait alors l'enseignement religieux. Plus tard, nous avons remplacé ces saints par d'autres, laïcs ceux-là, et mécréants : Rosa Luxembourg, Antonio Gramsci, Che Guevara, qui représentaient pour nous des modèles d'altruisme, de générosité et de courage, saints d'une autre Église qui n'était d'ailleurs pas plus irréprochable que la première. On peut aujourd'hui en sourire, mais il reste qu'à travers ces modèles, c'était le bien qui était posé comme l'horizon d'une vie.

Il me semble que nous sommes aujourd'hui orphelins et que les modèles proposés par la culture de masse, avec des moyens de persuasion qui font paraître l'enseignement religieux d'antan comme du bricolage d'amateur, n'ont pas de grandeur et promeuvent plutôt l'égoïsme que la générosité et l'hédonisme plutôt que la frugalité. Non, notre temps ne nomme plus la sainteté, et il aurait plutôt tendance à s'en gausser, écrasant de sa goguenardise et de son cynisme les moindres manifestations d'élévation de l'âme.

Nous vivons dans une sorte de désert moral, contre lequel notre indignation ne pourra pas grand-chose si elle ne sert qu'à nous en distancier en nous retranchant derriè-

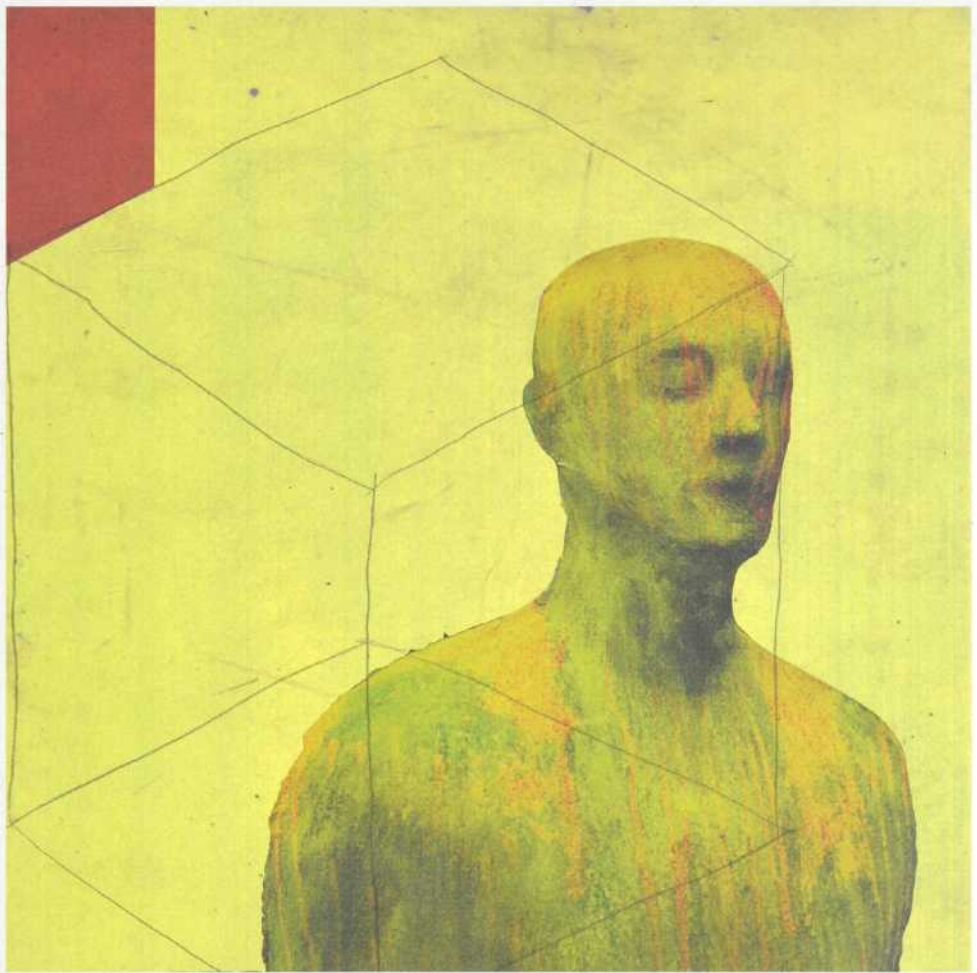
re un simulacre de vertu, ou à susciter une colère qui nous incite à rendre coup pour coup. Mais alors, comment dépasser l'indignation? Revenons à Tchekhov, dont la lucidité et l'ironie n'avaient d'égal que sa compassion. À ses yeux, nous sommes tous coupables, mais il ajoute aussitôt : « nous qui ne savons pas nous former les uns les autres ». Nous former les uns les autres, c'est-à-dire admettre qu'il y a quelque chose dans notre commune humanité qui permet, qui appelle le dépassement, mais aussi reconnaître qu'il y a des modèles auxquels nous pourrions vouloir nous conformer. Or, nous ne savons plus comment faire et l'idée même de vertu va contre l'air du temps.

Il faut pourtant, me semble-t-il, réapprendre à « nommer la sainteté », que nous soyons croyants ou non, réapprendre à nommer ce qui constitue la sainteté, ce qui pourrait constituer une sorte de Nord magnétique des actions humaines. On voit bien ce qu'il pourrait y avoir de périlleux dans cet exercice : la constitution d'une espèce de catalogue des vertus dans lequel la morale se transformerait en moralisme. Nommer les saints plutôt que la sainteté est un exercice qui est davantage à notre portée. Les saints, les saintes (croyants ou non, hérétiques ou non, contemporains ou non, quelle importance?) sont humains, charnels, faillibles, et s'ils ont vaincu leur faiblesse, c'était parfois pour y retomber. Et n'imaginons pas la sainteté mièvre des livres d'images et des cours de catéchisme de notre enfance. La Résistance en France n'aurait pu exister, me semble-t-il, sans un certain nombre de saints. Non plus que les luttes populaires en Amérique latine.

Il ne manque pas, même à notre époque, de gens qui s'engagent totalement, qui commettent des actes de générosité insensés, qui sauvent des inconnus au péril de leur vie, ni de gens qui, jour après jour, dans la plus complète obscurité et le plus parfait anonymat, se battent pour la justice ou font don d'eux-mêmes auprès des malades ou des désespérés. Il y a de la sainteté dans leur engagement. Un peu, beaucoup, peu importe. Dans les moments d'indignation et de colère, c'est à eux que devraient aller nos pensées, car ils maintiennent en vie ce qu'il y a de meilleur dans la condition humaine. Un peu de cela est en chacun de nous. Voilà pourquoi et comment nous pouvons réapprendre, comme l'écrivait Tchekhov, à nous former les uns les autres et retrouver ainsi le chemin de l'engagement. ●

Nous vivons dans une sorte de désert moral, contre lequel notre indignation ne pourra pas grand-chose si elle ne sert qu'à nous en distancier en nous retranchant derrière un simulacre de vertu, ou à susciter une colère qui nous incite à rendre coup pour coup. Mais alors, comment dépasser l'indignation?

L'indifférence



Chansonnier engagé et réalisateur musical québécois, Jean-François Lessard pratique l'art de l'autodérision grâce à une plume sensible et aiguisée. Il nous livre ici ses fines observations tragi-comiques sur la source de nos indignations, l'indifférence individuelle et collective.

JEAN-FRANÇOIS LESSARD

Je suis un peu con de nature. Un de ceux qui ne comprennent pas le monde. Qui ne l'ont pas accepté. Qui tentent de démêler l'indémêlable pour imaginer une façon de le rendre un peu plus acceptable. Et par le biais de la chanson par-dessus le marché!

Je suis un peu con. Et trop souvent sur mes lèvres se dessine ce rictus bête qui est devenu le sceau de mon indignation. Oui, mais l'indignation face à quoi?

Face à la guerre, à la pollution, à la corruption, à la famine, à la surconsommation? Mais tout ça n'arrive pas seul!

Face aux soldats, aux industriels, à la mafia, aux lobbys? Mais ils ne font que leur travail!

Face aux politiciens? Mais c'est nous qui les portons au pouvoir!

Zut! Qui puis-je blâmer si ce n'est moi? Je ne suis qu'un chanteur après tout.

Les sentiments sont des anguilles et l'indignation a aussi cette particularité de se frayer un chemin dans l'esprit en évitant les zones sensibles. Ces zones qui nous remettent en question. Comment en vient-on là? Par indifférence...

Certains l'appellent « indignation sélective » mais moi, je l'appelle indifférence. L'indifférence qui se construit comme mécanisme absolu de défense face à ce monde complexe où se révolter est devenu un enfantillage, où les revendications se démodent, où tout débat est perçu comme un conflit et où les luttes se perdent en dissertations tacticiennes.

Indifférence. Le titre d'un classique de valse musette du début du siècle où les notes foisonnent à ne plus savoir quoi en faire. C'est pour ça que les accordéonistes finissent tous par la jouer d'un air blasé. Indifférence: c'est toi la cause de mon indignation la plus grande.

La genèse de l'indifférence est un alambic, construit en notre for intérieur par des gens et des conjonctures extérieures, qui nous saoule de façon à nous anesthésier face à l'inacceptable. Car l'inacceptable vient en premier...

« On estime qu'en 2010, un milliard de personnes souffrent de faim chronique. » Puis viennent les pourquoi, les comment, les où et les quand... ▶

Lino, *Libre dans le désert*, 2010, acrylique et collage sur papier

L'auteur est auteur-compositeur-interprète

«Comme principales causes, nous pensons d'abord aux changements climatiques, à l'exode des cerveaux, à la déforestation qui entraîne la désertification, à la guerre, aux maladies, au manque de soutien technique et matériel, etc.»

Puis, l'indignation survient...

«C'est scandaleux! Encore de pauvres innocents qui paient pour nos abus et notre soif de surconsommation.»

Puis, on en arrive aux mots, aux poings, aux coups et aux revendications de changement.

«So-so-solidarité! Donnez un dollar par jour pour changer la vie d'une famille centrafricaine.

Signez la pétition pour le retrait des soldats en Afghanistan. Kyoto! Kyoto! Kyoto!» Qui auto?

Puis, arrivent ensuite les bémols, les points de vue adverses, la java des faux procès, des empêchements et des excuses.

«Vous savez, l'aide internationale n'arrive malheureusement pas aussi facilement à destination qu'on le voudrait. Pour mettre en place un système de transport en commun efficace, il faudrait doubler les tarifs... Se retirer d'Afghanistan veut dire laisser les Afghans à la merci des talibans.»

Arrive enfin l'impunité, la lassitude ou l'oubli. Et on nous envoie valser «jusqu'à la prochaine fois», dit-on. Vient le découragement de ceux qui n'oublient pas. Puis, lâchement, parce qu'on a les pieds ailleurs, on passe à autre chose ou, pire, on arrête de militer et de croire. On se réveille à 35 ou 40 ans et là, on a compris qu'on ne pouvait pas changer le monde. On regarde ses quinze dernières années vécues au lieu de voir l'humble part des individus dans l'Histoire globale du XX^e siècle. Alors, notre fougue de militant se transforme en «désabusions» d'impatient et, dans la plus solide indifférence, on dit à notre tour à nos enfants: «moi aussi je pensais comme toi à ton âge». Et on renforce le cycle des bienheureux qui regardent le désolant spectacle des bulletins de nouvelles tout en sachant qu'ils voteront pour le même parti jusqu'à leur mort et pour les siècles des siècles. Amen!

Indifférence... Oui, tu m'indignes. La bêtise des pêcheurs de crabes que j'ai vus jeter les déchets à la mer. Ces personnes âgées que l'on croit sages jusqu'au jour où elles nous annoncent qu'elles voteront pour un politicien «parce qu'il paraît bien et que même si c'est le plus pourri, au fond, rien ne nous garantit que les autres soient mieux». Ces fêtards qui gueulent pendant que

l'artiste se démène à chanter ses tripes sur la scène au fond du bar. Le chômeur de chez Crocs qui s'achète des copies chinoises de la fameuse chaussure caoutchoutée. L'employé de Rona qui se procure un marteau chez Dollarama. Toi et moi qui passons sans voir celui qui nous a trop souvent demandé un dollar pour un café – «un café, mon œil!»

L'esprit est ainsi fait que face à un problème récurrent, le déni vient tôt ou tard ouvrir la porte à l'indifférence qui pourra ensuite prendre toute la place, comme un air qu'on fredonne et dont on n'arrive plus à se débarrasser. L'indifférence, ce parfait réflexe d'autodéfense des sots qui voient l'ampleur des problèmes sans accepter l'étapisme des solutions ou l'adversité inhérente à l'action militante. Oui... L'indifférence, c'est un peu une marque de sottise.

La sottise. Omniprésente. Parfois jusque dans mon miroir.

Merde! Moi qui croyais faire un laïus sur l'indignation. En parlant d'indifférence. D'accordéon et de valse musette. Me voilà maintenant à traiter de sottise. Tout s'entremêle dans ma tête.

Je suis effectivement peut-être un peu con. Et trop souvent sur mes lèvres se dessine ce rictus bête qui est devenu le sceau de mon indignation... À moins que ce ne soit celui de la sottise? ●



Lino, *À ceux qui malgré tout*, 2011, acrylique et collage sur papier

La dignité

VIVIAN LABRIE

Deux choses en particulier m'indignent en ce moment: les inégalités sociales – avec les privilèges institués d'un côté et les humiliations de l'autre – et la non-considération de l'apport possible des personnes qui vivent ces humiliations à l'intelligence commune du monde, à notre manière de vivre en société. Il y a des «nous», il y a des «autres», mais pas beaucoup de «nous-autres». Tant qu'on ne peut pas dire nous-autres en incluant la fraction la plus pauvre de la population, il manque un ingrédient essentiel de la démocratie: tout le monde.

Au moment d'écrire ce texte, je suis tombée par hasard, en rangeant des papiers, sur une réflexion bouleversante de mon amie Monique sur la dignité, qu'elle avait envoyée au printemps 2005 à une page d'opinions d'un quotidien. En voici des extraits.

«La dignité pour moi, c'est très important. Je suis en situation de pauvreté et comme il y a beaucoup de préjugés, en cette semaine de la dignité des personnes assistées sociales, je veux vous dire ce que ça représente pour moi. La dignité fait partie de notre quotidien, c'est le respect de chacun, cha-

cune, dans ses valeurs, c'est accepter la personne telle qu'elle est sans la juger et pouvoir s'exprimer en toute liberté. C'est aussi que mes acquis soient reconnus tels qu'ils sont, que les gens acceptent où je suis rendue dans ma vie, c'est la fierté que j'ai dans mes actions de tous les jours, la reconnaissance des services que je rends. C'est m'épanouir devant de belles choses et pouvoir les exprimer, être considérée égale aux autres, écouter et être écoutée. Que les gens acceptent la richesse que mes parents m'ont donnée. C'est exploiter mes talents, pouvoir vivre décemment sans avoir à me soucier du lendemain, pouvoir échanger mes valeurs, mon vécu avec les autres, être reconnue et respectée pour ce que je suis. En fait, la dignité, c'est pouvoir vivre et être moi-même.»

1. Avec la collaboration de Monique Toutant.

Merci Monique, tu poses la base. Tu ne dis pas toutefois le nombre de fois où on a porté atteinte à cette dignité. Il m'en vient quelques-unes à la mémoire, dont cet odieux interrogatoire que t'avait fait subir un animateur de lignes ouvertes. Il t'avait appelée chez toi un matin au lendemain d'une action de ton groupe de défense de droits dont tu étais une des porte-parole. Tout ce qu'il avait insinué sur ton compte, à l'envers complètement de qui tu es, et cela, sans jamais même t'avoir rencontrée! J'étais indignée. Quelle arrogance! Quel acharnement!

Le premier des buts énoncés dans la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, adoptée en 2002, est de «promouvoir le respect et la protection de la dignité des personnes en situation de pauvreté et lutter contre les préjugés à leur égard». Quel écart encore en 2011 entre l'énoncé et la réalité! Que faire maintenant pour promouvoir ce respect et protéger des personnes comme toi de prédateurs comme lui? La question se pose, lancinante.

L'été dernier, en participant à une marche contre la pauvreté et pour la dignité, en France, j'ai été intriguée par la manière dont le collectif organisateur avait choisi de désigner les personnes non pauvres marchant avec celles qui vivaient la pauvreté: les personnes indignées. De fait, il y a dans l'indignation un sentiment d'urgence qui mobilise. En cherchant ce qu'évoque pour moi ce terme émotif qui contient de la colère et beaucoup de sensations qui dérangent et mettent en mouvement, il m'est venu les mots suivants: une perception de rupture dans l'équilibre des dignités qui vient faire écho en soi. On prend conscience que des comportements, des façons de voir et de faire sont indignes du «nous» dans lequel on veut s'inscrire. Ça *inconforte*. Ça interpelle et pousse à agir. Ça conduit à partager ce sentiment avec d'autres et à chercher à préciser ce qui est en cause. Ici, il faut souvent dominer l'impatience, le temps de réunir l'information, de développer une compréhension qui tienne la route et d'apercevoir les voies de passage. Parce que changer la situation suppose une lutte, des arguments, une capacité de faire face aux dénis et autres manœuvres des tenants du statu quo. Sans compter une vigilance à maintenir sa propre dignité dans la manière de bouger.

Et le contraire de l'indignation, me suis-je demandé? J'ai été étonnée du mot qui m'est venu spontanément: l'émerveillement. Serait-ce que ça nous met dans l'égalité et la quête commune? En tout cas, il y a là deux bons carburants d'humanité.

L'auteure, cofondatrice du Collectif pour un Québec sans pauvreté, est chercheuse et animatrice de projets intégrant l'expertise de personnes en situation de pauvreté

L'intolérable braderie de la dignité humaine

L'indignation que suscitent l'instrumentalisation des droits humains et leur déni par les gouvernants doit nous faire prendre conscience qu'il nous appartiendra toujours, et non au pouvoir à qui ils ont été arrachés, de les faire respecter et mettre en œuvre. Notre capacité d'action collective dépend de cette réappropriation.

SYLVIE PAQUEROT

L'auteure est directrice adjointe de l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa

Le 10 décembre, chaque année, nous soulignons l'anniversaire de l'adoption de la *Déclaration universelle des droits de l'Homme*, rappelant que « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » C'est au nom de ces droits que se déclinent aujourd'hui de nombreuses luttes à travers le monde qui, fortes de cet outil de mobilisation à haute teneur symbolique, dont nul ne contestera la légitimité, disent l'aspiration des peuples à la dignité, à l'autonomie, au bien-vivre et à la paix.

Pourtant, si depuis la Déclaration de 1948 les droits humains ont connu une forte institutionnalisation, tant à l'échelle internationale que dans la plupart des cadres juridiques nationaux, cette reconnaissance formelle, cette intégration dans la discipline du droit et les cours de justice ne doivent pas nous en faire oublier la véritable nature. On perd de vue trop souvent que la reconnaissance de ces droits est d'abord et avant tout le résultat des luttes constantes des êtres humains pour sortir de la terreur et de la misère. Destinés à contenir et limiter le pouvoir, les droits humains ne sauraient être laissés à la merci du pouvoir.

ENTRE « ÉTHIQUE ET VOLONTÉ DE PUISSANCE »¹

Qu'il s'agisse de nous faire croire que l'égalité des femmes est un motif légitime d'intervention militaire ou de justifier d'autres formes d'ingérence, les droits humains sont largement instrumentalisés par les États. L'apparition et la large diffusion de l'expression péjorative « droit-de-l'homme » à elle seule témoigne de l'ampleur des dégâts de cette instrumentalisation de la lutte pour la dignité humaine.

Mais c'est parfois au plus près de notre quotidien que s'effectue également cette instrumentalisation. Un cas récent, au Québec, n'a franchement rien à envier au détournement de sens fréquent observé à l'échelle internationale. Ainsi, cet automne, avons-nous eu l'occasion d'entendre la ministre Christine St-Pierre répéter *ad nauseam* son atta-

chement aux droits fondamentaux de la personne pour justifier son refus de recourir à la clause nonobstant de la Constitution canadienne (article 33) – ou même « d'entendre » les propositions de ses adversaires politiques – s'agissant de mettre fin au phénomène des écoles passelles. Pourtant, malgré de nombreuses demandes en ce sens, la ministre n'a jamais été à même de préciser, au juste, quels seraient ces droits fondamentaux lésés.

Au bilan, une loi a ainsi été adoptée sous le bâillon qui, de l'avis de plusieurs personnes connaissant bien les enjeux de droits dans nos sociétés, est elle-même fondée sur un rejet du principe d'égalité tel que nous le concevons depuis des décennies au Québec. Cette loi garantit en quelque sorte aux parents qui en ont les moyens financiers que leurs enfants pourront, après trois années passées dans une école privée et la démonstration d'un « parcours authentique », accéder au système d'éducation *publique* anglophone. Elle permet de ce fait l'exclusion de tous les enfants dont les parents n'auront pas les moyens financiers de s'acheter ainsi l'accès à l'éducation publique dans la langue de leur choix. Si cela ne constitue pas de la discrimination sur la condition sociale, il faudrait bien que quelqu'un m'explique ce que c'est!

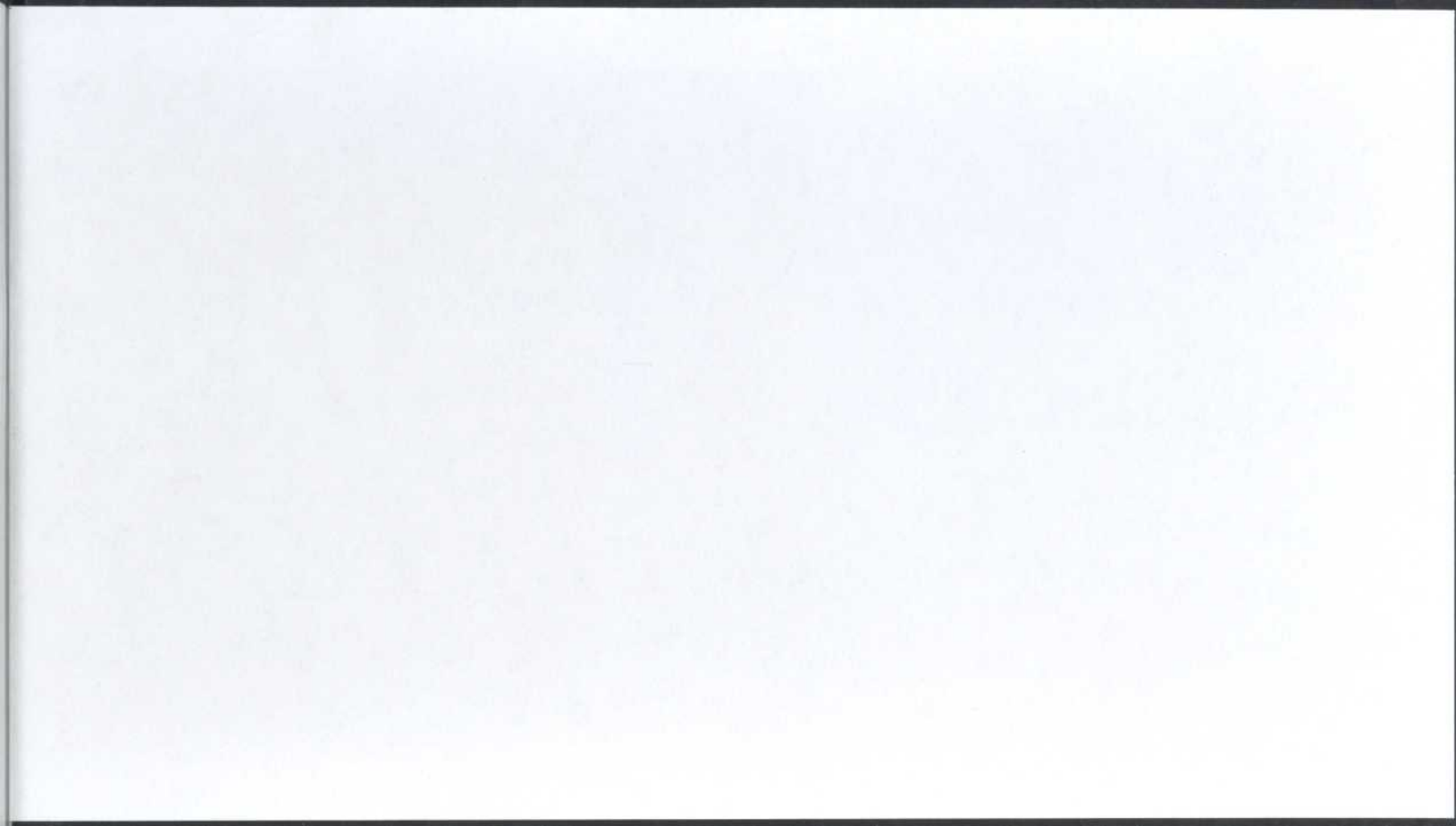
Mais là ne s'arrête pas l'instrumentalisation et la récupération des droits humains par le pouvoir, au Québec, et le silence devient assourdissant... quand s'invitent les intérêts économiques!

Lorsque ce sont nos gouvernants eux-mêmes qui nient ou bafouent les conditions de notre vivre-ensemble, qui en transforment *de facto* les fondements, c'est la valeur et le sens même du fait de « fonder une communauté politique » qui sont déniés.

RETOUR SUR L'HISTOIRE RÉCENTE D'UN GOUVERNEMENT INDIGNE

Eh oui! Ce même gouvernement, prêt à déchirer sa chemise pour « sauver la réputation du Québec sur la scène internationale », pour nous « sauver de nous-mêmes » quand il s'agit de protéger la langue, devient tout à coup muet lorsqu'il s'agit de protéger les droits des citoyens et des citoyennes contre les conséquences de certains projets de développement. Tout se passe comme si l'activité économique était au-dessus de toute norme sociale, mêmes les plus fondamentales.

Les exemples se multiplient ces dernières années. Récentement, nous n'avons qu'à penser au dossier des gaz de



70^{ans}

DE REGARD PERÇANT

ReLations

**ABONNEZ-VOUS
DÈS MAINTENANT!**

« La revue *Relations* compte parmi les plus anciennes publiées au Québec. Pourtant, elle demeure **plus jeune que jamais!** Elle aborde avec une audace qui ne se dément pas tous les grands thèmes de l'actualité. Elle porte un regard critique sur la culture, la politique, l'économie, les religions, etc. Une critique réfléchie, constructive et rafraîchissante **qui va au fond des choses.** On gagne immanquablement à lire *Relations.* »

GUY ROCHER, sociologue



DE L'INDIGNATION À LA RÉAPPROPRIATION DU SENS

Dans ce contexte, pourrait-on se demander, est-on vraiment dans une société de droit? La question se pose tant en contexte canadien que québécois, même si ce sont les contradictions du gouvernement du Québec qui ont été utilisées ici en guise d'illustration. La poser ici à partir d'exemples qui peuvent paraître quelque peu « marginaux » en regard des atteintes massives aux droits humains partout sur la planète n'est

Lino, *Avant le jour*,
2011, acrylique et
collage sur papier

schiste. Le gouvernement s'entête à aller de l'avant malgré les atteintes potentielles au droit à la santé des personnes vivant dans les régions concernées et malgré les risques avérés pour les ressources en eau – le documentaire *Gasland* le démontre de manière éloquente. Au nom du caractère vital de cette ressource, il s'était pourtant engagé à la protéger par voie législative, par la *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection*, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 11 juin 2009. Faut-il rappeler que c'est aussi ce même gouvernement qui a intégré le droit à un environnement sain dans la Charte québécoise des droits et libertés?... Mais de qui se moque-t-on?

L'attitude n'est pas différente dans le conflit récurrent impliquant des motoneigistes qui, dans certaines régions, nuisent au sommeil de la population à proximité des pistes et nient aux citoyens leur droit de jouir paisiblement de leur domicile. En 2004, devant de nombreuses plaintes et un recours collectif initié par des citoyens et citoyennes exaspérés, que décide le gouvernement du Québec? Il suspend pour deux saisons l'accès aux tribunaux à ceux qui veulent se plaindre du bruit causé par les motoneiges – suspension s'appliquant de manière rétroactive à 2001. La solution du gouvernement devant une « industrie rentable » consiste à bâillonner et interdire tout recours pour défendre les droits fondamentaux, dès lors que du fric est en vue... Dès le début, le Barreau du Québec s'est insurgé contre cette interdiction et juge le projet de prolongation de celle-ci « socialement dangereux² » et inadmissible dans une société de droit.

pas non plus innocent. Car là réside peut-être une partie de l'explication du constat, partagé par plusieurs, que l'indignation ne mène plus souvent à la révolte et à l'action collective³. Oui, nous sommes indignés, quotidiennement, de constater que le droit ne protège plus, que les lois ne sont plus respectées par ceux-là même qui les font adopter. Mais, au-delà du sentiment profond d'injustice que ces situations engendrent dans chaque cas particulier, ce non-respect de la loi et des règles de droit par nos gouvernants – particulièrement de l'esprit et de la lettre des droits fondamentaux de la personne –, a un effet délétère sur notre capacité collective d'action politique car il revient, somme toute, à nier toute pertinence à la création d'un monde commun, donc à l'action politique. En effet, quelle est (ou devrait être) la fonction de ces textes constitutionnels ou législatifs, sinon de dire les conditions de notre vivre-ensemble, de notre « mise en communauté politique »?

Aussi, si l'indignation est bien là, elle mène le plus souvent à l'impuissance, faute de disposer d'un sens... Elle s'alimente au constat ou au sentiment de trahison, de mépris ou de détournement du « contrat social ». Lorsque ce sont nos gouvernants eux-mêmes qui nient ou bafouent les conditions de notre vivre-ensemble, qui en transforment *de facto* les fondements (la primauté des impératifs économiques sur notre vie, notre santé, notre bien-être n'est nulle part inscrite dans la Constitution), c'est la valeur et le sens même du fait de « fonder une communauté politique » qui sont déniés. C'est un peu comme de nous dire: quoi que vous fassiez, quoi que vous décidiez, la puissance des intérêts qui mènent le jeu déterminera l'issue... Et c'est là que le rappel introductif s'avère essentiel: les droits humains n'ont jamais été, et ne seront jamais, accordés et respectés volontairement par le pouvoir. Ils ont été historiquement arrachés aux pouvoirs, qu'ils soient politiques ou économiques, et nous devons, encore aujourd'hui, arracher leur respect et leur mise en œuvre. ●

1. Du sous-titre de l'ouvrage de Bertrand Badie: *La diplomatie des droits de l'homme. Entre éthique et volonté de puissance*, Paris, Fayard, 2002.

2. Pierre Pelchat, « Immunité des motoneigistes contre les poursuites: un échec », *Le Soleil*, 10 novembre 2010.

3. Voir Gil Courtemanche, « La résignation », *Le Devoir*, 27 novembre 2010.

Ces porteurs d'éclairs

En Europe, l'extrême droite conservatrice gagne du terrain. Ci-offerts, trois tableaux d'un documentariste indigné par l'intensification de la xénophobie.

HUGO LATULIPPE

SÉQUENCE 1

L'auteur est cinéaste

Pour une année ou deux, ma famille et moi sommes posés dans ce village crème chantilly du centre de l'Europe, entourés de verts appétissants, jardinés au quart de tour. Ici (ou ailleurs), notre sentiment de tous les instants est d'avoir une chance sans bon sens (une chance géographique?). Vivre dans les nuages pour une vie, incarnés à la bonne place. On le sait, ce confort-là est réservé aux cinq pour cent de l'humanité (est-ce qu'on le sait?).

Québécois, Européens, Américains.

On a tiré la carte la plus pâle.

Cette vie est un sursis.

Dès lors, credo. Ne pas apprendre à nos enfants à se vautrer dedans, à s'empiffrer. Leur enseigner, avec amour, que le reste du monde nous concerne toujours. De Lucy à Lucifer. Reconnaître les erreurs passées. Les introduire à « l'échec du matériel ». Marcher doucement. Les inciter à combattre quand il le faut.

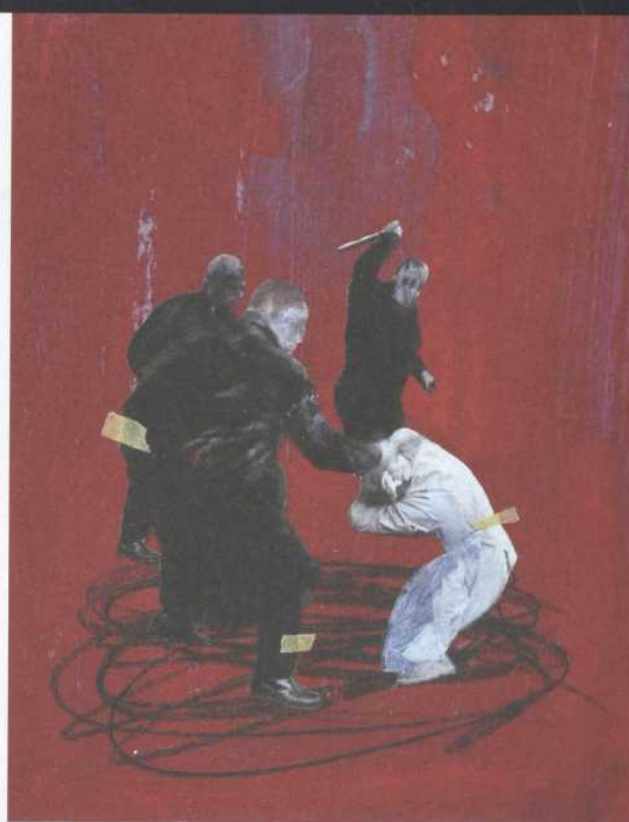
Et à nourrir un feu de camp du kaliss, en dedans.

Parce que... Pas un jour ici ne passe sans que la radio publique ne rapporte les propos, les faits et gestes d'un politicien d'extrême droite. Souvent élu. (Je monte le son, pour être certain. Ben oui, il est ÉLU cet osti de clown là!) Il est poli, cordial, propre et rasé, mais il parle en utilisant des autoroutes de contournement; on entend tout de suite qu'il n'entre pas souvent dans le cœur

des villes,
des choses,
des gens.

Il parle de préserver, de conserver, comme si on était des cannes de bines. Il a un petit sourire de licheux dans la voix, comme un curé. Ses bonnes manières cachent quelque chose. Il dégouline. Il dit « le problème des étrangers », comme si les étrangers n'écoutaient pas la radio. Comme si on était entre nous (entre qui?). On entend tout de suite l'inexpérience de l'au-delà de lui, l'inexpérience de l'altérité. La peur des bêtes terrées. Et on frissonne en touillant la salade.

Un peu comme si on touillait une salade à Munich en 1930.



Rien que cette année, le Front national rallie 20% des suffrages dans le nord de la France. « L'effet Calais », probablement. Mais il n'y a pas que là que le gris infeste. Les mots Languedoc, Provence, Côte d'Azur, Lorraine, Bourgogne et Champagne ont aussi perdu de 12 à 20 % de leur magie.

La poésie a changé de camp.

En Suisse, l'initiative de la droite conservatrice pour le renvoi des « criminels étrangers » a obtenu 66 % d'adhésion dans le canton de Schwyz. D'après Amnesty internationale, si le venin de l'Union démocratique du centre (UDC) devient une loi fédérale, la Suisse enfreindra le droit international. Aux Pays-Bas, le parti de Geert Wilders occupe désormais 24 des 150 sièges du Parlement. En Autriche, un ersatz de Jörg Haider qui fréquente les associations étudiantes *Burschenschaften* fermées aux femmes, rallie 27 % des électeurs à Vienne. Au Danemark, le Dansk Folkeparti obtient 14 % des voix. Idem pour le Fremskridtpartiet en Norvège. En Suède, le Sverigedemokraterna détient maintenant 20 sièges du Riksdag. Et en Bavière, des élus du Parti national-démocrate (NPD) réhabilitent la rhétorique nazie. Sans parler de l'augmentation de la violence xénophobe en Europe orientale, plus notamment en ex-Yougoslavie, en Hongrie, en Pologne et en Russie.

Si bien que, forcément, sous l'influence de ces quelque 15 % de sympathisants de l'extrême droite aux quatre coins du berceau de la civilisation, Pépé a commencé à ériger un cordon de sécurité autour de sa chance, une frontière blindée que les sous-humains ne doivent plus franchir. Des boudins de clôtures barbelées (celles avec les petites lames de rasoir) jonchent le sol des avant-postes espagnols de Ceuta et Melilla. En Méditerranée, des vedettes FRONTEX jouent à la guerre le jour et la nuit. Sur les plages du Sud, de l'infrarouge pour voir les nègres dans le noir.

La prédation s'immisce tranquillement dans le quotidien des Républiques européennes. Encore.

SÉQUENCE 2

De l'autre côté du détroit, des foules de jeunes gens rêvent de crème chantilly. Et de pays où les humains ne se mangeraient pas entre eux. Toutes les nuits, ils télévisualisent notre vie simultanée. Et cette marche héroïque vers nos pays lactés, qu'ils feront (car les révolutions finissent toujours par se faire). Cette marche à tout prix hors de Lagos, hors de Johannesburg, hors de Kinshasa, de Ouaga, de Monrovia.

Toutes les nuits, ce rêve d'arriver en nous, en vie,
ce rêve d'être reçus à dîner sur les hauts plateaux.

Ils ne savent pas encore qu'ils vont commencer par se noyer
dans le sel de nos architectures à 15 % desséchées.
Se noyer pour une ou deux générations,
probablement.

Ils ne savent pas encore qu'ils seront servis pour dîner,
dans les commissariats de Clichy.

À cinquante sur des bateaux brûlés de fortune, ils dériveront jusqu'à Lampedusa, Calasetta, Almeria... gorgés d'espérances humaines. On les verra s'échouer par milliers. Les côtes sur le long, la yeule en sang, maganés, mal amanchés, maigres comme des capelans. Mais déjà debouttes, déjà loin.

Vers nous.

En nous.

Comme des fous furieux de l'avenir.

L'avenir de la France, de la Suisse, de l'Allemagne,
de l'Espagne.

L'Europe de 2030, *and beyond*.

Devenir l'Europe.

SÉQUENCE 3

Amir Khadir entre à l'Assemblée nationale du Québec, par trente sous zéro. Sur le répondeur du nouvel élu phénomenal, le poète Richard Desjardins dégoupille ses mots d'artificier...

*Au creux de cette nuit noire,
où même on en vient à croire,
ils sont bienvenus ces porteurs d'éclairs
qui illuminent nos prairies fertiles,
et nos sentiers oubliés.*

La paume ouverte, le nouveau député jure fidélité au peuple québécois, sous le regard effleuré d'orient de son papa Ispahan. Nos doigts de la main se tricotent automatiquement des liens inextricables avec le reste du monde.

Une connexion haute vitesse avec les étoiles est établie.
Tiens-moi la main très fort s'il te plaît,
je fais un vœu.

L'extrême droite organisée en parti politique
n'existera pas ici.

C'est tout le pays boréal qui sera en bois deboutte.

C'est tout le pays qui ouvre grand.

À partir d'aujourd'hui,
nous élimons une suite ininterrompue de porteurs
d'éclairs,
républicains, humanistes, internationalistes.

Avec les gens d'avant,
avec les gens d'après,
dans nos maisons, nos bistros, nos écoles à foison,
nous chaufferons le poêle d'un autre siècle
de Lumières. ●

Lino, *Inépuisable douleur*, 2010, acrylique et collage sur papier

La source de mon engagement

SARITA AHOOJA

À l'adolescence, je rêvais de faire partie d'un mouvement de libération populaire, de quelque chose de plus grand que moi où je pourrais défier le statu quo, m'attaquer aux injustices du monde et aider à l'émancipation des opprimés. Mon engagement pour le changement social a commencé par un désir qui est devenu une passion pour les projets qui visaient à rehausser l'estime des plus pauvres, des marginalisés et des exclus, et à contribuer à leur autonomie. C'est l'indignation qui m'a poussée à agir. J'ai commencé à rechercher des expériences qui me rapprocheraient de ces réalités. Après l'université, j'ai rejoint le Projet Accompagnement Québec-Guatemala. J'ai passé neuf mois à accompagner des communautés mayas et pay-

sannes qui rentraient au Guatemala... après quinze ans d'exil. En trente-six ans, une guerre impitoyable avait fauché plus de 200 000 vies, et plus de 50 000 personnes étaient portées disparues. La signature des Accords de paix entre le mouvement de résistance armée et le gouvernement, en 1995-1996, avait inauguré une ère de politiques néolibérales qui ont contribué à perpétuer l'oppression que le peuple avait tant combattue. C'est alors que j'ai été témoin de l'humble courage des femmes, hommes et enfants qui s'organisent pour reconstruire leur vie à partir de rien. C'est dans ces communautés que j'ai pour la première fois ressenti la puissance de la ténacité et la résilience de l'autodétermination – là, j'ai fait le choix conscient de participer à la lutte pour la décolonisation des Amériques.

Comme bien d'autres de ma génération, j'ai ensuite été profondément inspirée par les Zapatistes et par les mouvements autonomes mexicains qui ont redonné naissance au grand projet politique de défier l'esclavage et la conquête. Leur message redéfinissait la lutte, la justice et la dignité

L'auteure est militante de la Convergence des luttes anti-capitalistes 2000 et 2010, de Solidarité sans frontières et de Personne n'est illégal

Pour Hélène Pedneault

L'indignation a quelque chose à voir avec la force de la terre. La Terre-Mère. Hélène Pedneault en était porteuse, comme Pol Pelletier, qui évoque un épisode dramatique dans un cri de douleur.

POL PELLETIER

L'auteure est comédienne, dramaturge, metteuse en scène et pédagogue

En 1999, à la demande de la Maison de la culture Mont-Royal qui désirait honorer le 10^e anniversaire de Polytechnique, j'ai écrit et joué un texte de théâtre qui était un long hurlement d'indignation: *Cérémonie d'adieu*. En 2001, j'ai failli mourir. De 2002 à 2004, j'ai retravaillé le texte en me disant: je dois dire ce que j'ai vu avant de mourir.

Le spectacle raconte l'histoire de l'humanité en posant la question: qu'avons-nous fait des femmes? Il aboutit au Québec des 30 dernières années; il nomme la longue marche vers la mort de notre peuple et les innombrables mises à mort de femmes.

Voici un extrait du spectacle.

(L'ACTRICE APPELLE DES FEMMES QUI L'ONT PRÉCÉDÉE:
GABRIELLE ROY, ANNE HÉBERT, SIMONE DE BEAUVOIR...)

Hélène?

Hélène, je te demande pardon!

Hélène Pedneault a été ma contemporaine. Une authentique écrivaine publique (journaliste, essayiste, chroniqueuse, scénariste, auteure de chansons, dramaturge) et aussi organisatrice de spectacles, agente d'artistes, metteuse en scène, attachée de presse, critique culturelle, intervieweuse, grande gueule et militante infatigable. Elle est selon moi la plus grande mère nourricière de la culture québécoise. Sans relâche, elle nous fait voir qui nous sommes au Québec! Et elle crie!

pour toutes les personnes sans parti politique. J'ai participé à plusieurs projets d'observation des droits humains au Chiapas. Je me suis familiarisée avec les longues et exigeantes heures de délibérations des assemblées générales, qui sont l'épine dorsale des mouvements de résistance. J'ai passé presque trois ans là-bas, travaillant pour les réseaux de soutien zapatistes et divers projets de promotion des droits des Autochtones. J'étais présente lors de la grève générale des étudiants de l'Université nationale autonome du Mexique, en 1999, qui a duré près de 300 jours contre une hausse drastique des droits de scolarité et qui a galvanisé toute une génération de jeunes afin qu'ils prennent leur destin en main.

Un de mes buts dans la vie, disait-elle, c'est de préserver à tout prix mon capital d'indignation.

C'est Hélène la visionnaire qui nous a permis de redécouvrir une dramaturge de génie, Françoise Loranger, qui a écrit des pièces de théâtre dans les années 1960. Françoise était tombée complètement dans l'oubli. En 1994, Hélène Pedneault a eu l'idée de faire un collage de ses œuvres et d'en faire une lecture publique. Françoise était âgée et malade. Elle considérait que cette humble soirée dans une humble maison de la culture était le moment et le lieu de sa «résurrection»! Six mois plus tard, elle mourait.

Après sa mort, Hélène a proposé à Radio-Canada de reprendre un téléroman écrit par Françoise dans les années 1960, *Sous le signe du Lion*. Cela a été fait en 1997 avec un immense succès. C'était puissant et totalement d'actualité. Hélène, amie de Françoise Loranger, était responsable de l'adaptation. Radio-Canada décide alors de produire une suite à ce téléroman qui a remporté un Géméau. De septembre 1997 à mai 1998, Radio-Canada demande donc à Hélène d'écrire de nouveaux épisodes. Neuf mois exactement, le temps d'une grossesse. À la fin de ces neuf mois, Radio-Canada annonce à Hélène que le projet lui est enlevé et donne le bébé à Guy Fournier qui n'a aucune affinité avec l'univers de Françoise Loranger.

C'est Hélène qui a fait renaître Françoise.

Françoise est morte.

Hélène est exclue.

La chaîne est cassée.

Guy Fournier hérite du travail d'Hélène.

De façon insensée, gratuite et cruelle, il se met, en plus, à insulter Hélène et Françoise dans les journaux (*La Presse* du 23 mai et du 7 juin 1999).

Personne ne se porte à la défense d'Hélène.

70 personnes impliquées dans cette aventure télévisuelle à succès, tous et toutes comblés de participer à un téléroman qui enfin était intelligent! Pas un mot n'a été prononcé pour exiger que la mère du projet reste à son poste!

J'ai honte.

En 2000, j'ai passé du temps avec la Coordinadora Arauco-Malleco (CAM), au Chili, où les communautés mapuche réclament avec audace leurs terres volées par des compagnies forestières sous le régime Pinochet. Leurs actions directes étaient guidées par la volonté de reconstruire un mode de vie fondé sur l'autosuffisance et la protection du territoire. L'indignation d'une génération de jeunes rejetant ouvertement le capitalisme et ses plaisirs illusoire pour bâtir un mouvement de résistance à l'arsenal de répression étatique m'a profondément marquée. Peu de temps après, j'ai été témoin des efforts collectifs pour tisser la trame d'une nouvelle société, à Cochabamba, en Bolivie. Là, les communautés quechua, les syndicats et le



Le texte qui précède a été écrit en 1999. Hélène était vivante à l'époque. Et elle ne voulait pas que je parle d'elle. Elle qui défendait tous les opprimés ne voulait pas qu'on la défende. Aujourd'hui, elle est morte.

Le coup a été mortel.

Je l'ai rencontrée par hasard en 1998, peu après son cauchemar avec la télévision. J'ai vu, horrifiée, que son énergie vitale fuyait de partout. J'ai un don : je vois ce qui est dedans et ce qui entoure le corps des gens, avant que cela soit apparent dans la matière. Ce jour-là, une voix en moi a dit : Hélène va mourir dans la cinquantaine.

Le plus grand rêve d'Hélène, c'était d'être écrivaine, écrivaine du peuple écrivant pour le peuple. Écrire pour la télévision, c'était sa place, sa mission, son rôle. Son destin a été piétiné.

mouvement de la jeunesse ont défié et vaincu le gouvernement qui voulait privatiser l'eau, et mis à la porte la multinationale Bechtel. La population a pris le contrôle sur sa vie – pas seulement sur l'eau, mais sur la vie politique en général.

À mon retour à la maison, j'ai rejoint le mouvement de solidarité avec les communautés autochtones du Québec et du Canada pour faire valoir leurs droits ancestraux et leur droit à l'autodétermination face aux brutales dépossessions dont ils sont l'objet dans un système capitaliste enraciné dans un territoire volé aux Premières Nations. Je suis montée au front avec les communautés de Kanesatake, de Grassy Narrows et de Six Nations.

Elle est morte 9 ans plus tard, en 2008, à 56 ans. D'un cancer des ovaires.

On lui a arraché son bébé avec une brutalité et une misogynie meurtrières. Ses ovaires n'ont pas supporté.

J'accuse la société Radio-Canada d'avoir assassiné Hélène. De la même façon qu'elle a assassiné Judith Jasmin. Les deux femmes sont mortes à 56 ans.

Je m'accuse, je nous accuse, tous et toutes, d'avoir assassiné Hélène.

Radio-Canada est une manifestation puissante de notre inconscient collectif. Le grand phallus que l'on voit de très loin dans la plaine.

Les ovaires d'Hélène portaient d'autres rêves.

« Mes buts dans la vie sont : préserver à tout prix mon capital d'indignation, faire l'indépendance du Québec, et être une arme de réparation massive », disait-elle.

Hélène était devenue grosse. Elle portait littéralement dans son corps le rêve de son peuple. Le projet d'indépendance de ce peuple était dans ses ovaires, il était tout son corps démesuré, enflé, souffrant. Il est mort avec le corps d'Hélène.

Je prophétise. Dans 20 ans, le peuple québécois n'existera plus.

Mais il restera une chose de ce peuple sacrificiel : l'essence du féminin. Ce sera son legs à l'humanité. Nous ne serons plus là, mais l'essence du féminin transformera l'humanité.

Hélène je t'aime.

Merci Hélène.

Ma définition de l'indignation : un mouvement de hérississement de toute la peau et un bruissement-soulèvement de tous les organes qui est dû à l'amour maternel.

On s'indigne quand on aime. ●

Lino, *Naître*, 2008
huile et crayons
sur papier

L'indignation reste toujours le moteur de mon action au sein de la mobilisation anarchiste, notamment dans *Personne n'est illégal* (No One Is Illegal-Montreal) où je suis actuellement engagée. Ses militants anti-autoritaires de la zone urbaine s'identifient au mouvement mondial de résistance qui lutte pour l'autodétermination des peuples, la fin du racisme, des frontières, des contrôles, des déplacements forcés. Ils défendent le droit des personnes à la libre circulation et à une vie digne. Ainsi, j'ai choisi de consacrer ma vie à tout ce qui peut encourager l'auto-organisation et le bien-être personnel et collectif, ce qui peut redonner confiance en nos capacités d'agir.

Aminata Traoré : une femme porteuse de changement

Entrevue

Cet automne, *Relations* a rencontré l'une des grandes figures de l'altermondialisme, Aminata Traoré¹, qui n'a de cesse de réveiller la capacité d'indignation et de changement des peuples d'Afrique. Elle coordonne les activités du Forum pour un autre Mali et dirige le Centre Amadou Hampaté Bâ (CAHBA). Elle a été ministre de la Culture et du Tourisme du Mali (1997-2000) et a occupé diverses fonctions au sein d'organisations régionales et internationales. En 2006, elle était responsable du volet du Forum social mondial polycentrique à Bamako. Elle est l'auteure de nombreux livres dont *Le Viol de l'imaginaire* (Actes-Sud/Fayard, 2001) et *L'Afrique humiliée* (Fayard, 2008).

Relations : L'Afrique était bien entendu en crise avant « la » crise actuelle qui aggrave tous ses maux. Après 50 ans d'indépendance africaine, d'où pourraient émerger selon vous les forces du changement plus que jamais nécessaires pour le continent ?

Aminata Traoré : Elles ne peuvent émerger que d'une nouvelle compréhension de l'état du monde par les peuples d'Afrique. Pour l'instant, je crois que tout est fait pour que les gens ne sachent pas où nous en sommes. Or, l'état de déliquescence de l'Afrique découle d'une mise en échec délibérée de l'État postcolonial pour que les puissances dominantes puissent disposer des immenses richesses du continent. L'Occident, qui les a toujours exploitées dans le sens de ses seuls intérêts, en commençant par les êtres humains – pensons à l'esclavage – n'a pas changé de dessein, mais seulement de discours et de méthodes. Les indépendances n'arrangeaient pas les grandes puissances. Tous les pays – le Mali, la Guinée, le Ghana ou la Tanzanie – qui ont véritablement essayé de jouer la carte de la souveraineté politique et monétaire ont été stigmatisés, déstabilisés, sacrifiés. Il est important de comprendre que les relations Nord-Sud procèdent d'une guerre sans fin, et que le développement est vide de sens à partir du moment où il sert à maquiller des pratiques qui paupérisent et déshumanisent, comme on peut le constater après cinquante ans d'essais de « développement » en Afrique. Le

discours dominant sur le développement nous tend un miroir qui nous signifie que nous ne sommes rien tant que nous ne nous comportons pas selon les valeurs et les normes de l'Occident.

Le changement viendra donc d'une rupture d'ordre idéologique, épistémologique, politique et culturelle. Je crois en la bataille des idées. Les porteurs du discours sur le « développement » savent pertinemment que pour dominer un peuple, il faut d'abord commencer par le lavage des cerveaux. Les puissances coloniales n'ont pas désarmé, en 1960, à la suite de l'accession de nos pays à l'indépendance. Elles sont parties par la porte et sont revenues par la fenêtre. Nous nous sommes crus indépendants, libres et souverains. Nous ne le sommes pas. L'indépendance que nous brandissons est purement formelle. Mon exaspéra-

Lino, *L'antre de la lucidité*, 2011, acrylique et collage sur papier



tion vient de l'entêtement des élites africaines à se réclamer libres de décider alors qu'elles poursuivent des réformes conçues et dictées de l'extérieur. Nous sommes dans un système économique et politique dont les peuples ne contrôlent pas les rouages.

Rel. : N'avez-vous pas l'impression que la plupart de ces élites ne vont pas chercher leur légitimité auprès de leurs populations mais bien auprès des chancelleries étrangères?

A.T. : Ceux qui nous gouvernent sont sélectionnés lors de processus prétendument démocratiques, mais sous le contrôle des puissances occidentales. Comme dit l'homme de la rue à Bamako, «on nous a volé notre démocratie». Le continent est à feu et à sang aujourd'hui au nom de la transparence des urnes, pendant que les véritables enjeux du changement échappent aux électeurs et aux électrices. D'un scrutin à l'autre, les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. Nous avons de surcroît droit à des élections à l'américaine, engendrant des dépenses scandaleuses eu égard au dénuement matériel et à la misère morale des populations. Vous ne pouvez les gagner que si vous avez amassé assez d'argent et bénéficiez de l'appui des puissances qui lorgnent l'uranium, le pétrole, le coltan et d'autres ressources stratégiques. Celles-ci ne veulent pas prendre le risque de laisser venir au pouvoir des dirigeants soucieux de l'intérêt public et des droits humains de leurs concitoyens.

Depuis peu, cette guerre sans fin pour les matières premières prend un nouveau tournant avec l'arrivée des pays émergents. Les prédatations sont organisées au nom de la compétitivité et de la croissance par une sorte de gouvernement mondial qui n'a légitimé l'idée d'un monde sans frontières que pour assurer aux uns le droit d'aller prendre librement chez les autres les ressources dont ils ont besoin. Il faut le dire sans complaisance, ce dont l'Occident a besoin c'est de l'Afrique mais sans Africains! D'où les mesures coercitives aux frontières à l'égard des migrants.

L'accaparement des terres agricoles par des multinationales et certains pays riches est l'une des dernières expressions du pillage. Le potentiel local du développement de l'agriculture de manière à satisfaire les besoins alimentaires des populations est sous-évalué et négligé. Comble de l'horreur, les images d'enfants faméliques africains qui meurent de faim servent de plus en plus à justifier cette forme d'invasion et de recolonisation sous prétexte que l'investisseur étranger peut faire mieux que l'État et les populations locales. Et comble de l'ironie, ce sont les Nations unies et les institutions financières internationales ayant exigé l'ouverture de nos économies au marché qui nous disent: «méfiez-vous de la Chine...». Mon point de vue est que les Chinois, comme les Occidentaux, puisent dans les même

richesses du continent à la différence que les premiers nous épargnent les leçons de bonne gouvernance.

Le cas du coton africain reste emblématique de l'absurdité de l'ordre actuel du monde. En effet, on enferme des pays mal décolonisés et recolonisés dans la monoculture en leur disant de venir sur un marché où ils ne décident pas des prix. Des paysans affamés d'Afrique vont en haillons pendant que leurs «homologues» occidentaux sont sur-

Le changement viendra donc d'une rupture d'ordre idéologique, épistémologique, politique et culturelle. Je crois en la bataille des idées.

équipés et subventionnés. Les dés sont pipés. Nous ne sommes pas de taille à nous battre contre les États-Unis, même si certains prétendent le contraire. Quand les pays africains producteurs de coton se sont mis ensemble pour protester à l'Organisation mondiale du commerce, ils n'ont pu avoir gain de cause. C'est dire à quel point les grandes puissances exigent l'impossible des pays dominés. Ne s'arrachent-elles pas elles-mêmes les cheveux en ce moment face à un taux de chômage de 9 et 10%? Comment l'Afrique peut-elle être une terre de paix lorsque ce taux atteint 20 à 40%?

L'heure est à la criminalisation des victimes à qui incomberait la faute de l'échec du développement. Le système qui est à la source de leurs maux est rarement questionné. Les puissants de ce monde attendent des pays du Sud qu'ils gèrent les conséquences de leurs choix à eux. Il en est ainsi de celles du pillage économique comme de la pollution de la planète du fait du modèle productiviste. L'émigration dite clandestine qui est, en fait, une émigration forcée résulte elle aussi d'une conception désastreuse du développement qui nuit à l'environnement et aux sociétés. Si nos pays n'avaient pas subi trente années de réformes destructrices de nos économies et du lien social, nous n'aurions pas eu cette chasse à la migration clandestine – que je préfère appeler migration irrégulière – comme réponse au chômage et au désarroi.

Rel. : Peu de gens savent que des programmes alternatifs de développement ont pourtant existé en Afrique, qui visaient la satisfaction des besoins essentiels de la population.

A.T. : Le plan d'action de Lagos, par exemple, était une initiative autonome des États africains au début des années 1980. Il a été étouffé dans l'œuf par les institutions de Bretton Woods qui lui ont préféré les Programmes d'ajustement structurel. La plupart des programmes alternatifs sont morts de leur belle mort faute de financement de la part de ces argentiers et d'intérêt de la part des politiciens.

Le sort fait aux intellectuels est tout aussi triste. J'en connais qui ont sombré dans l'alcoolisme avant de mourir.

1. Invitée par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), Aminata Traoré y donnait une conférence d'ouverture mémorable qu'on peut écouter au <www.jqsi.qc.ca>.

L'élimination physique ne consiste pas seulement à fusiller les gens ou les mettre en prison. Elle consiste aussi à les empêcher de se réaliser et de gagner dignement leur vie. On a cultivé la lâcheté chez bien des gens honnêtes et courageux et favorisé la corruption que l'on prétend combattre.

Dans ce contexte de dépossession et de démission, même la riche tradition du panafricanisme a du mal à jouer son rôle. Celui-ci n'est plus interprété en termes d'alliances, de résistance et de solidarité entre peuples africains spoliés et humiliés mais en termes d'ajustement et d'alignement dans la course pour atteindre une « modernité » qui asservit. Nos élites sont fascinées par le modèle productiviste et consumériste et soucieuses de rassurer et de séduire les grandes puissances. Pensons ici au Plan du Népad tant

Les peuples d'Afrique se rendent compte que la résistance est de mise, qu'il n'est pas interdit de dire *non* et qu'on peut renouer avec notre capacité d'indignation et de révolte d'alors, quand on se battait pour nos indépendances.

vanté par les présidents sénégalais, algérien et nigérian en 2001-2002. Ce plan de « développement » continental plaide en faveur de l'intégration du continent africain au marché mondial qui pourtant le prédispose à des échanges inégaux. En apparence, le Népad prétendait permettre l'avènement d'un développement et d'une paix durables, la démocratie, la sécurité et la satisfaction des besoins essentiels en infrastructures, en éducation, en agriculture, en eau, en culture et en technologie. Cela n'était qu'un leurre. Nous sommes à mille lieux de l'idéal panafricain. Les défis qui se posent au continent ne peuvent être affrontés de façon dispersée par des pays dont la marge de manœuvre est insignifiante face aux grands de ce monde. La solution viendra de projets régionaux intégrateurs qui se fondent sur la solidarité commune. La tradition panafricaniste que nous souhaitons actualiser devrait être mobilisée en vue de projets de partenariat émanant d'un processus démocratique avec des consultations populaires à travers le continent.

Rel. : Les forces progressistes doivent donc travailler dans cette optique et ne pas seulement consacrer leurs énergies aux changements des têtes au pouvoir et à la seule alternance?

A.T. : Oui, car ce n'est pas seulement par la voie électorale que le changement social s'imposera. Certes, l'élection ne saurait être en elle-même un problème. Elle le devient lorsqu'elle est meurtrière parce que conçue, organisée et orchestrée sous l'angle de la course au pouvoir pour le pouvoir. Les changements à opérer viendront de citoyens éclairés et non des puissances occidentales comme c'est le cas

en ce moment. Pour cela, il suffit de faire ce qu'on ne fait pas : aider l'électorat africain, notamment les femmes et les jeunes, à s'imprégner des termes des questions de fond – la souveraineté alimentaire, l'industrialisation, le commerce, le financement, l'endettement, la libéralisation, la privatisation, etc. – et à amener les candidats aux élections à faire part de leur vision et de leurs réponses à ces questions.

Rel. : Avez-vous l'impression que votre discours réussit maintenant à cheminer dans la société et les médias africains?

A.T. : Absolument. Les choses ont évolué depuis que j'ai publié *L'étau* (Actes Sud, 1999). Ce premier essai m'a valu bien des inimitiés auprès des chantres de la mondialisation. J'ai été présentée comme celle qui s'en prenait aux autorités politiques ou aux bailleurs de fonds, celle qui fait fuir les investisseurs. On n'avait pas l'habitude, en Afrique, d'interpeller des institutions aussi puissantes que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Mais les peuples d'Afrique se rendent compte que la résistance est de mise, qu'il n'est pas interdit de dire *non* et qu'on peut renouer avec notre capacité d'indignation et de révolte d'alors, quand on se battait pour nos indépendances.

Le mouvement altermondialiste, à travers le Forum social mondial (FSM) qui a vu le jour à Porto Alegre et le Forum social africain (FSA) notamment, a grandement contribué à faire avancer les choses. Cela me fait chaud au cœur lorsque je vois de nouvelles associations se saisir des questions de fond, douter du discours dominant et réaliser que le Nord n'est pas monolithique. On assiste, comme lors des luttes de libération dans les années 1950, à l'éveil des consciences et à l'émergence de nouvelles formes de solidarité qui sont porteuses d'espoir, notamment venant des femmes et des jeunes. Il est fondamental de les aider à comprendre dans quel monde nous vivons. Parce qu'une fois qu'on a compris, on ne se laisse pas faire, ni par les tyrans de l'intérieur, ni par leurs maîtres à penser. Les médias constituent un facteur déterminant dans ce travail de construction d'une nouvelle conscience sociale et politique du fait de leur impact sur les opinions. Les familles sont de plus en plus éclatées, les jeunes mais aussi les moins jeunes n'ont d'oreilles que pour la télévision qui les invite à chanter, à danser et surtout à ne pas réfléchir. Ils se demandent d'ailleurs : à quoi ça sert de réfléchir puisque les diplômés ne leur garantissent pas de boulot? Dans ce contexte, je suis fière de faire partie de ceux et celles qui ont créé le Forum social africain qui a contribué à influencer l'opinion publique africaine et à faire admettre à de nombreux décideurs qu'il y a un sérieux problème avec le système néolibéral qui n'est pas incontournable – et surtout pas infaillible. ●

ENTREVUE RÉALISÉE PAR MOULOUD IDIR
ET CATHERINE CARON

ReLations

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

À L'UNITÉ: 5,50 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS

Un an : 35 \$ Deux ans : 65 \$

À l'étranger (un an) : 55 \$

Étudiant : 25 \$ (sur justificatif)

Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)

CONTACTEZ:

RELATIONS

Ginette Thibault
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6

Téléphone: 514-387-2541, p. 226

Télécopieur: 514-387-0206

relations@cjf.qc.ca

www.revuerelations.qc.ca

OUI, JE M'ABONNE À RELATIONS

Je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

COURRIEL _____

Je désire également offrir un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante:

NOM _____

ADRESSE _____

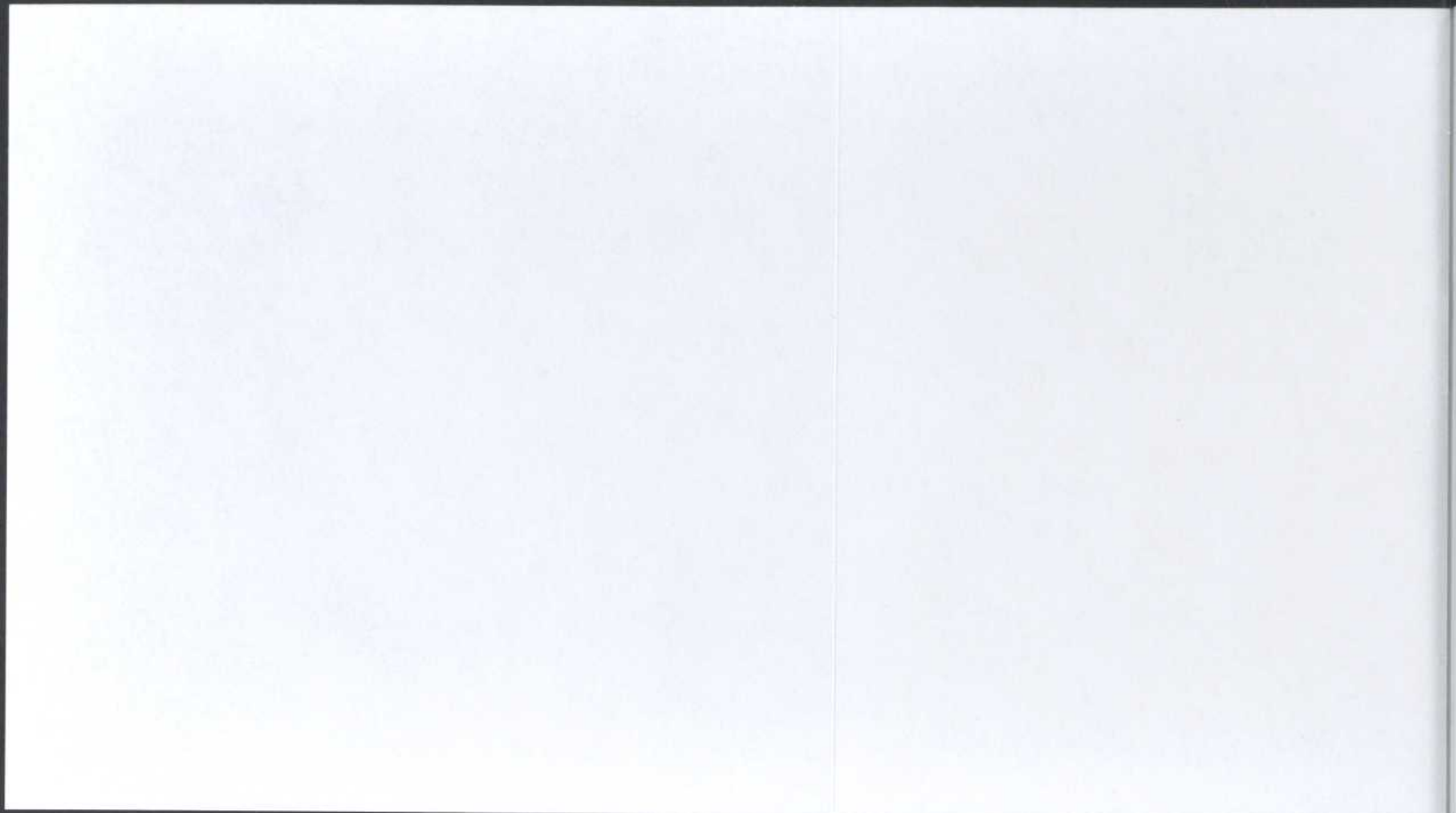
VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total : _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*)
ou par carte de crédit

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____



Paroles indignées de Jésus

On doit pouvoir retrouver dans l'Évangile la saveur de l'indignation pour renouer avec sa dimension subversive, édulcorée par tant de relectures désincarnées.

ANDRÉ MYRE

L'Ancien Testament aurait certes été une source inépuisable de textes sur l'indignation, mais j'ai voulu, en puisant à même une très ancienne source évangélique, la source Q (voir encadré), me concentrer sur Jésus le Nazaréen. Car il est un bel exemple de personnalité indignée. Il est aussi victime d'une image créée de toutes pièces qui fait de lui une sorte de fondateur de religion, du type «nouvel âge», proclamant, la tête plus ou moins dans les nuages, un bel idéal d'amour universel passablement désincarné, alors que, solidement ancré dans sa Galilée natale, il défend farouchement son peuple contre l'envahisseur romain et judéen.

Ici, un mot même rapide s'impose pour décrire le contexte de son agir. À partir de -931, la Galilée a vécu politiquement coupée de la Judée. Elle n'a pas été partie prenante de la centralisation du culte à Jérusalem, ni de l'idéologie royale davidique. Deux siècles plus tard, dépeuplée de toutes ses élites par l'empire assyrien, elle dépend de la vigueur de petites communautés locales pour rester fidèle à son héritage de Moïse et à ses traditions. En moins de cent ans, cependant, entre la moitié du II^e et la moitié du I^{er} siècle avant l'ère chrétienne, la voilà envahie par la Judée, puis par les Romains et soumise à des despotes imposés par ces derniers. Trois systèmes de taxation se juxtaposent l'un par-dessus l'autre (Rome, le Temple, Hérode). À cela s'ajoutent l'obligation de célébrer le culte au temple de Jérusalem et l'imposition des traditions de Judée par une nuée de scribes descendus de Jérusalem. La Galilée se défait. C'est la misère et l'humiliation.

Conscientisé par Jean le Baptiste, Jésus le Galiléen réagit. Parce qu'il aime son peuple, il est indigné et espère un changement radical. Il ne sombre jamais dans l'action violente, la vigueur de sa parole fait cependant son effet.

Une tendance profonde des interprètes est d'écarter de lui une série d'émotions et de sentiments qui semblent «indignes» de sa personnalité. Elle ne date pas d'hier puisque, par exemple, un scribe des débuts a influencé presque toute la tradition manuscrite de l'évangile de Marc quand il a corrigé son texte (Marc 1, 40-45). Ainsi un Jésus «en colère» contre les conséquences sociales de la lèpre –



comme l'exclusion des lépreux des lieux habités, ce à quoi d'ailleurs se condamne Jésus en les touchant – devient «pris de pitié» devant un lépreux (Marc 1,41). Façon très ancienne de nier l'indignation qui a marqué toute la vie du Nazaréen.

Les premiers mots de la source sont la plus belle parole d'indignation qu'on puisse imaginer :

«Enfants de vipères!
Qui vous a appris à fuir la Colère à venir?
Retournez-vous bout pour bout et donnez du fruit
en conséquence.
Ne sombrez surtout pas dans l'illusion de pouvoir
compter sur votre père Abraham,
car, je vous le dis, Dieu peut, à partir de ces pierres-ci,
susciter d'autres enfants à Abraham.»
Q/Luc 3, 7-8¹

L'auteur est bibliste

Lino, *Au-dessus de tous*, 2011, acrylique et collage sur papier

La source Q

De cette source Q – appelée ainsi parce que «source» en allemand se dit «Quelle» –, sur laquelle il se fait beaucoup de recherches de nos jours, il suffit de savoir qu'elle a été rédigée une vingtaine d'années après la mort de Jésus le Nazaréen et qu'elle provient de milieux galiléens qui l'ont bien connu. Sans doute intitulée à l'origine *Paroles de Jésus*, elle est surtout constituée de paroles dont on peut établir la formulation à partir des évangiles de Matthieu et de Luc. Sans qu'il faille y voir une reproduction exacte de ce que le Nazaréen avait pu dire, elle permet de se faire une bonne idée du ton de ses interventions, de leur contenu et du monde dans lequel elles s'inséraient.

Les paroles citées dans cet article proviennent d'une traduction que j'ai faite de la source Q telle que reconstituée dans J. M. Robinson, P. Hoffmann et J. S. Kloppenborg (dir.), *The critical edition of Q*, Minneapolis/Louvain, Fortress Press/Peeters, 2000.

La traduction complète paraîtra en 2011 chez Novalis sous le titre : *L'évangile tout cru*.

A. M.

1. Les références de la source Q dans cet article renvoient aux textes dans l'évangile de Luc.



Lino, *Il faut souffrir jusqu'au bout*, 2011, acrylique et collage sur papier

La citation a beau ne pas être de Jésus mais de Jean le Baptiste, il ne faut pas les opposer, surtout que, plus loin, le Nazaréen dira de lui que, de tous les êtres humains qui l'ont précédé, il ne s'en est pas trouvé de plus grand (Q/Luc 7, 28). Cette parole, la première de la source, donne le ton à l'ensemble. Les quatre évangélistes situeront au désert la rencontre entre les deux hommes, le désert étant le lieu dans lequel l'opposition au régime en place se réunit – lieu privilégié de l'indignation (le désert de Judée est plein de grottes, de cachettes, on voit venir les gens de loin, on peut parler librement...).

L'apostrophe est plutôt costaude et la mise en garde mérite qu'on s'y attarde. De nos jours, la « Colère » de Dieu

n'a pas très bonne presse, elle fait plutôt dépassé. Ce n'est pas l'avis de la source qui, elle, parle plutôt d'une colère qui traverse les âges. Colère d'Élie et d'Amos, colère de Jean et de Jésus. Dans le ton qu'elle utilise, la source montre que la Colère de Dieu est partagée par la lignée de ceux et celles qui se réclament de lui, indignés de l'état d'une société qui n'a d'humaine que le nom. L'indignation traduit la rencontre d'une voix qui sourd des profondeurs de l'intériorité et d'une répulsion provoquée par un environnement social pervers. De là l'appel à se « retourner bout pour bout » (se convertir) et à vivre en conséquence, sans s'illusionner, sans s'inventer de soi-disant garanties contre Dieu. Au temps du prophète Jérémie, on s'imaginait que la présence

Une fenêtre sur l'espérance

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

Sur le chemin montant, sablonneux, malaisé.
Sur la route montante.
Traînée, pendue aux bras de ses deux grandes sœurs,
Qui la tiennent par la main,
La petite espérance.
S'avance.

CHARLES PÉGUY, *LE PORCHE DU MYSTÈRE DE LA DEUXIÈME VERTU*, 1912

Nous nous indignons parce que nous sommes épris de justice, avec le désir profond qu'elle advenue. Au nom de l'humanité en l'être humain. Lorsque celle-ci est dégradée, asservie, abandonnée, méprisée, lorsque nous faisons face à une situation d'injustice dans laquelle l'autre se trouve plongé, sans pour autant qu'il soit nécessaire d'avoir fait l'expérience d'une relation avec lui, nous sentons viscéralement son humanité bafouée, dans une solidarité de l'être au monde. Il s'agit bien d'un autre, de tout autre. Pas de celui que nous connaissons, mais pré-

cisément de *n'importe quel autre*, avec qui nous partageons une condition antérieure à toute expérience. Une condition humaine, justement. L'indignation est donc l'expression de la présence depuis toujours – bien avant nous – d'un autre en nous. « Je me révolte, donc nous sommes », disait Albert Camus (*L'Homme révolté*, Gallimard, 1985), qui cherchait à rendre manifeste cette solidarité invisible entre les êtres, qui pousse à dénoncer les situations injustes. Cette solidarité est le ressort même du rapport à l'autre, le ciment symbolique de la nature humaine.

Si l'indignation est conscience de notre coappartenance à l'humanité, elle est aussi reconnaissance du caractère sacré de ce monde qui nous a permis d'être. Et reconnaissance de nos responsabilités envers lui. Je m'indigne, par exemple, devant le constat implacable qu'il faille changer notre manière de vivre, de notre fuite devant cette exigence. Nous la remettons à plus tard, déniait du même coup la justice pour ceux qui en souffrent et ceux qui viendront. La destruction sans précédent de la diversité des formes qu'a prises la vie (autant naturelle que symbolique) me scandalise, mais que ce pillage soit devenu conscient, que nous

L'auteure est secrétaire de rédaction de *Relations*

de Dieu dans son Temple protégerait le peuple de l'invasion babylonienne (Jérémie 7, 4^e). Dans les évangiles, on se croit en sécurité de par sa qualité d'enfants d'Abraham. Dans mon Église, on se réclame d'un passage de l'évangile pour se croire destinés à durer toujours : « Voici que je suis avec vous jusqu'à la fin des temps » (Matthieu 28, 20). Dans ma société, on se dit vivre dans le meilleur de tous les systèmes politiques et économiques : « fin de l'histoire », a osé écrire quelqu'un. Heureusement qu'il y a l'indignation, sentiment millénaire, signe infaillible qu'il se passera toujours quelque chose pour crever la bulle insensée de l'inconscience.

Les empires quels qu'ils soient – politiques, économiques, financiers, religieux – n'aiment pas qu'on leur résiste, qu'on les relativise, qu'on en montre la perversité, qu'on en démonte les rouages. Aussi font-ils tout pour discréditer, sinon éliminer, celui ou celle qui refuse de se soumettre à eux.

Selon la source, le Nazaréen a refusé de se soumettre aux diktats du pouvoir, à la propagande de l'Empire, et même à l'idéologie religieuse touchant le cœur de la vie du peuple, centrée sur le Temple (Q/Luc 4, 1-13). Il est monté à Jérusalem précisément pour signifier que le système religieux était vide, Dieu l'ayant quitté depuis longtemps, et qu'il pratiquait soigneusement son culte dans une maison vide.

2. Tout le chapitre 7 est un modèle d'indignation de la part d'un prophète réputé être doux, tendre et sensible!

nous délestions de nos responsabilités m'indigne davantage. Ce décalage sans cesse croissant entre ce qui est et ce qui devrait être, cette absence d'*homonoia* commune, cette alarme qui ne cesse de sonner et dont on feint de ne pas écouter les sommations, ce son de cloche qui nous rappelle que l'ordre millénaire de la vie est menacé et qui devient bruit sourd et lointain : tout cela m'indigne au plus haut point. Tout comme d'apprendre, par exemple, que 64 % de la population américaine refuse d'établir un lien entre le réchauffement climatique et les actions humaines, et que ce pourcentage grimpe à 77 % chez certains chrétiens protestants évangéliques. Ou d'entendre des responsables politiques conservateurs, qui se réclament de la chrétienté, s'opposer à la limitation des émissions de gaz à effet de serre. Quel horizon se profile alors devant notre indignation, quel « sens » opposer à ce cynisme et à cette incohérence de ceux qui disent croire en la Création ? Comment vivre malgré cette rupture entre ce que nous faisons et ce que nous savons ?

Dans *Le porche du mystère de la deuxième vertu* (1912), Charles Péguy nous dit que la vertu qui parvient envers et

Indigné par un système que plus rien ni personne ne peut vivifier de l'intérieur, le Nazaréen tourne les foudres de sa colère contre les responsables du gâchis :

« Rejetés êtes-vous, Séparés (pharisiens), votre intérieur regorge d'escroquerie et de rapacité.

Rejetés êtes-vous, Séparés, vous qui aimez bien les places d'honneur dans les banquets, les premiers sièges dans les assemblées et les salamalecs sur les places.

Rejetés êtes-vous, gens de loi, vous qui attachez des fardeaux pour les charger sur les épaules des autres. Vous vous gardez bien de les déplacer, ne serait-ce que du bout du doigt.

Rejetés êtes-vous, gens de loi, parce que vous fermez le Régime de Dieu devant les autres. Non seulement vous n'y entrez pas, mais vous ne laissez même pas entrer ceux qui le voudraient. »

Q/Luc 11, 39-52

Mis à part le genre littéraire de l'invective, ce texte est actuel. Faillite morale des élites, grandes rencontres fastes et festives pendant que les opposants sont matraqués, avocasseries aux dépens des pauvres, avantages financiers considérables obtenus à coups de coupures de postes et de salaires, mensonges et faussetés pour empêcher les petites gens de voir clair. Ces textes sont l'expression d'une colère sans âge contre les responsables de systèmes qui créent des injustices fondamentales aux dépens des pauvres. Il ne s'agit pas d'in-

contre tous à étonner Dieu, c'est l'espérance, cette « petite fille qui n'a l'air de rien du tout », mais qui « entraîne tout » puisqu'elle « aime ce qui sera ». S'indigner et espérer surgissent du même fond de l'existence humaine ; on s'indigne en reconnaissant que l'avenir est possible, que l'inauguration de quelque chose de nouveau qui incarne notre désir de justice et notre refus de la fatalité peut devenir. Un « non » à une condition intenable implique un « oui » à l'horizon d'un dépassement de cette condition. Espérer contre le sentiment d'impuissance, contre le non-lendemain, le non-lieu du monde. Espérer pour nous contraindre à nous dépasser, à reprendre le collier qui nous a été légué, contre la fatalité d'une condition. Si l'espérance est une responsabilité envers notre monde et nos contemporains, elle est aussi un engagement envers les générations qui nous ont précédés et celles qui nous suivront. Pour reprendre les termes du poème de Péguy, avoir la foi est facile, mais espérer est exigeant. S'indigner du pire de l'être humain, tout en croyant qu'il est capable du meilleur, relève d'un acte de courage quotidien.

dignation passagère contre quelques individus qui profiteraient des malheureuses failles d'un système par trop humain. Individus qu'on pourrait punir, failles qu'on pourrait corriger. Il s'agit d'un système de mort, soutenu par des aveugles qui n'y voient que leur propre profit, gens qui n'ont jamais accepté et n'accepteront jamais de le changer. Gens à qui il est donc impossible de faire confiance.

« Comment un aveugle pourrait-il en guider un autre?
Ils tomberont tous les deux dans le trou. »
Q/LUC 6, 39

Pas surprenant que le Nazaréen se soit tourné vers l'Indigné par excellence, se sentant dépourvu face à un tel système, espérant de lui qu'il instaure son propre Régime. Oui, il y aura bien changement de régime, illustre la parabole des invités récalcitrants, mais l'indignation demeurera jusqu'à la fin:

« De retour, l'esclave fait son rapport à son maître,
qui devient furieux:
— Va-t-en par les chemins et invite tous ceux que
tu trouveras.
Il faut que ma maison se remplisse. »
Q/LUC 14,16-17

Ces quelques textes devraient suffire à montrer que l'indignation fut un trait majeur de la personnalité du Nazaréen, ainsi que de la compréhension qu'il avait de cette voix mystérieuse qui montait du fond de son intériorité. Il a vécu et est mort en prophète dérangeant. Taire cette indignation, c'est passer à côté de lui. Par ailleurs, la laisser monter en soi est déstabilisant: « Choyé celui qui ne sera pas déstabilisé à cause de moi » (Q/Luc 7,23). Car cela suppose une prise de distance radicale et permanente vis-à-vis de sa société. Il faut être solidement ancré dans son intériorité pour être capable de crever jour après jour la bulle d'illusions qui s'enfle tout autour de soi. Tout comme, de façon paradoxale, il faut avoir entendu l'appel à devenir « aussi tendres que votre Parent » (Q/Luc 6,36) pour rester constamment indignés sans se faire détruire par la colère. Mais, surtout, quelles relations avoir avec les autres indignés? Cela a-t-il du sens d'imaginer un club, une confrérie, une institution, une Église d'indignés... contre lesquels nécessairement, avec le passage du temps, il faudrait s'indigner parce qu'elle sera, inévitablement, devenue système de mort? Comment vivre l'espérance, de nos jours, si l'indignation doit être de toujours, contre un système qui se reproduit indéfiniment?

Je n'ai pas de réponses à ces questions. Mais je trouve joie à les poser, parce qu'elles ne se posent que dans le désert, là où se vit toujours l'indignation. ●

INVITATION

Relations

CÉLÈBRE

70 ans

DE REGARD PERÇANT

Le lundi 14 mars 2011, 19 h

Au Gesù, 1200, de Bleury, Montréal
(MÉTRO PLACE DES ARTS)

Faisant écho au rôle passé et actuel de *Relations* dans la société québécoise ainsi qu'au thème de l'indignation du dossier de mars, la soirée rassemblera des artisans, auteurs et amis de la revue qui témoigneront de moments forts.

Chanson, musique, poésie et conte ponctueront la soirée avec les artistes Jocelyn Bérubé (conteur), Bernard Émond (cinéaste), Marie-Andrée Lamontagne (écrivaine), Claire Pelletier (chanteuse), Pol Pelletier (dramaturge), Emmanuelle Quiviger (flûtiste) et Alejandro Venegas (chanteur-guitariste du groupe Intakto).

Un vin d'honneur et un gâteau d'anniversaire seront servis.

**Au plaisir de fêter ce 70^e anniversaire
avec vous, chers amis lecteurs et lectrices!**

RSVP avant le 9 mars et renseignements:

Christiane Le Guen, 514-387-2541, poste 234
<cleguen@cjf.qc.ca>
<www.cjf.qc.ca/soirees_relations>

EXPOSITION DU 70^e

Du 7 mars au 31 mai, les Archives des Jésuites du Canada, en collaboration avec la revue, présenteront une exposition spéciale pour souligner le 70^e anniversaire de *Relations*. À découvrir à la Maison Bellarmin, située au 25, rue Jarry Ouest (du lundi au vendredi du 8 h 30 à 18 h).

L'Affaire silicose, un dossier explosif

70 ans
DE REGARD PÉRCANT

SUZANNE CLAVETTE

Peu après la Deuxième Guerre mondiale, quelques fonctionnaires et médecins avaient confirmé à l'équipe de *Relations* une réalité troublante: des mineurs mourraient toujours au Québec à la suite de l'inhalation de poussières d'amiante ou de silice sur leur lieu de travail, triste réalité sur laquelle les gouvernements préféraient fermer les yeux. Outré, un collaborateur franco-américain, Burton Ledoux, consacra de longues heures à étoffer le dossier. Dans un premier temps, il s'intéressa à un petit village des Laurentides, Saint-Rémi d'Amherst, où était exploitée une mine de silice à ciel ouvert.

Mars 1948, avec «La silicose» en gros titre, *Relations* publiait les résultats de son enquête, précédés d'un éditorial de Jean-d'Auteuil Richard intitulé «Les victimes de Saint-Rémi sont nos frères...», suivi d'une liste d'une cinquantaine de travailleurs décédés, dans la fleur de l'âge, entre 1933 et 1947. On y apprenait également qu'une trentaine de résidents de ce village d'à peine 160 familles étaient gravement atteints de la silicose. L'article de Burton Ledoux, qui occupait 20 pages, permettait aux lecteurs de saisir la gravité de la situation. Pas étonnant que les 15 000 exemplaires de ce numéro s'envolèrent en un temps record. Grâce à sa publication dans *Ma paroisse*, diffusée dans toutes les églises, l'article atteignit tous les coins du Québec.

En cette veille d'élections provinciales, la réaction du camp adverse sera sans précédent. D'abord, Maurice Duplessis, désireux d'être réélu, ne voulait pas voir cette délicate question venir l'embêter. Sa réaction sera d'autant plus forte que l'article en question établissait un lien direct avec les gisements de fer de l'Ungava qu'il venait de céder à de puissants intérêts financiers. C'est que la mine de silice de Saint-Rémi était la propriété d'une compagnie contrôlée par le vaste empire des Timmins, la Noranda Mines, laquelle s'était associée à son pendant américain, le groupe Hollinger, pour obtenir l'exploitation des fabuleux gisements récemment découverts dans le Nord québécois, devenue très attrayante à cause de l'épuisement prochain des mines de fer de nos voisins du Sud. Au surplus, Burton Ledoux révélait que M. A. Hanna Co. de Cleveland (Ohio), une filiale du puissant groupe américain National Steel, détiendrait un quart des intérêts dans les entreprises Timmins en Ungava. À cause de la mise à jour de ces liens financiers, se trouvaient combinés silicose, faucheuse de mineurs canadiens-français, et minerai de fer, convoité par les Américains et concédé à bas prix. Un dossier explosif!

Dès la sortie du numéro, la famille Timmins lancera son offensive. D'abord, elle obtient la publication d'une longue

réplique des compagnies minières qui contestent certains faits contenus dans l'article de Ledoux (*Relations*, mai 1948). Ensuite, ses pressions et menaces de poursuites judiciaires visant la Compagnie de Jésus sont si fortes que le Père provincial demande au directeur de *Relations*, Jean-d'Auteuil Richard, de signer une rétractation que les Timmins désirent voir paraître. Devant le refus de ce dernier, M^{gr} Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, prend en charge le dossier. Mais lui aussi cède aux pressions du puissant groupe financier, laissant le champ libre au provincial: *Relations* sera décapitée, son directeur muté au loin (à Sudbury) et une nouvelle direction nettement conservatrice placée à sa barre. Cette dernière publiera la

controversée rétractation dans le numéro de juillet 1948. Seule consolation – notamment pour l'équipe consternée – une page couverture exceptionnellement tout en noir annoncera la «rectification». Du côté de Saint-Rémi, la compagnie minière décida de fermer ses portes et de tout raser, faisant ainsi disparaître les preuves les plus incriminantes.

La longue éclipse de *Relations* était entamée. En effet, la revue conservera un ton modéré et peu critique durant les huit années à venir. Ainsi, Burton Ledoux devra se tourner vers *Le Devoir* pour publier, en janvier 1949, son second article, cette fois sur l'amiantose à East-Broughton. C'est seulement à partir de mai 1956 que le ton changera, après l'arrivée d'un nouveau directeur, Richard Arès, et le retour de Jacques Cousineau, un des fondateurs de la revue écarté lui aussi en 1948. *Relations* pourra alors enfin exercer de nouveau sa liberté de parole et joindre sa voix au petit groupe d'opposants à Maurice Duplessis.

Le journalisme d'enquête pratiqué alors par *Relations*, en particulier ce dossier «silicose», aurait été salué au moment de la Révolution tranquille. Mais, en 1948, quatre ans seulement après le retour au pouvoir de l'Union nationale, il lui a été fatidique. Son directeur limogé, la revue s'est retrouvée bâillonnée. Une résistance passive, silencieuse et sans éclats de voix, lui serait seulement permise. Seuls le temps et une meilleure conjoncture lui permettront de relever la tête et de reprendre sa pleine expression.

Comme le Québec, aux heures sombres, elle a survécu...¹ ●

À cause de la mise à jour de ces liens financiers, se trouvaient combinés silicose, faucheuse de mineurs canadiens-français, et minerai de fer, convoité par les Américains et concédé à bas prix.

1. Pour en savoir davantage sur ces événements, voir Suzanne Clavette (dir.), *L'Affaire silicose par deux fondateurs de Relations*, Québec, PUL, 2006.

L'auteure
est historienne



Par exemple

TEXTE : LOUISE WARREN

DESSIN : SOPHIE LANCTÔT

« Collines blanches
terres, ciels
et terre encore.

Anagrammes
aux voyelles lumineuses. »

RENÉ LAPIERRE

Voilà plusieurs semaines que se promène dans mes pensées le mot « indignation ». Puis, cette phrase. L'écriture, un système d'autodéfense contre les agressions du monde. Les images d'Omar Khadr me hantent. Il aurait pu être mon sujet de réflexion, d'autant plus que, dans l'atelier de Sophie Lanctôt, j'ai vu une esquisse de son visage peinte sur photo. La honte arrive en même temps que l'indignation. Le recul des droits humains fondamentaux me choque. Je signe souvent des pétitions, je le fais silencieusement, recueillie, afin que ce geste solidaire porte. La liste interminable, inépuisable, la tension même dans laquelle l'indignation agit (insomnie, colère, impuissance, mauvais rêves, voire cauchemars) me dicte une autre approche. Face à l'indignation : la création, car toutes les horreurs répétées faussent notre image du monde.

Un périmètre de chaleur éclaire la page de droite. La rencontre amie, la surprise, l'inattendu, dans une gare, à l'épicerie, sur le trottoir, à la Grande Bibliothèque. Sacs de livres à l'épaule qu'on ne sent plus, tellement on est pris dans la matière de l'autre. Ce qu'elle est devenue, ce que font ses enfants, ce regard de petite fille toujours en vie. C'est cela aussi, une femme de soixante ou de quatre-vingts ans. Vitalité qui passe par la voix, communication des mains, rire qui découpe l'air et le temps, qui revient comme une répétition souhaitée dans un texte, qui soutient le rythme. Plus rien n'existe que ce moment d'arrêt, debout, ce présent qui écoute, qui converse et réagit aussi aux informations du jour. Si nombreux à être horrifiés par la lapidation qui menace l'Iranienne Sakineh. Un tel sujet de barbarie à notre époque se peut-il ? La douleur qui toujours appelle.

Tout ce blanc autour des dessins de Sophie Lanctôt, des personnages parfois comme des stèles, parfois des fantômes qui marchent dans l'espace d'un poème. Dessins si souples que l'on pourrait imaginer ces corps à la descente d'un avion dans une atmosphère tropicale. Il faut savoir

marcher comme des fantômes, franchir son sentier dans une foule, dans une ville. S'avancer malgré tout.

Aller là où il y a de la beauté. Par exemple, relire souvent *Traité de physique* de René Lapière (Les Herbes rouges, 2008), m'arrêter à chaque trait de soulignement comme si je venais m'asseoir à la même roche et que, par ces traits, je reconnaissais ma propre gravité, ma capacité d'émerveillement, la même devant un paysage intemporel du Vietnam. Ou encore, par exemple, écouter Françoise Sullivan et ses petites confidences (1 et 2 dans le film *Si Sullivan m'était contée*) devant le rouge, le bleu, l'orangé. Bref moment composé de photos arrêtées sur l'artiste, sur ses œuvres, sur l'espace de l'atelier, la lumière bordant les pinceaux. « Je voulais faire une peinture à propos de rien. » Elle le dit devant des formats géants. Un de ceux-là en hommage à Paterson Ewen, peintre, son compagnon de vie, le père de ses quatre fils. Tant d'amour qui passe dans la voix.

La voix, la musique, par elles je me réconcilie avec le monde. Plus directe que la peinture ou la littérature, dans la musique, je participe spontanément, entièrement. Le rythme en moi se met en mouvement, chaque cellule de joie, de nostalgie, de douceur est convoquée, s'éveille et se rend à la voix qui chante, aux cordes qui vibrent.

Depuis l'été 2010, la voix de Marta Topferova a cet effet sur moi. Cette auteure et interprète, née en République tchèque et immigrée aux États-Unis, chante en espagnol. Dans le livret de *Flor nocturna*, elle écrit : « Je n'ai jamais cessé de chercher des voix qui me parlent et je les ai trouvées dans les lieux et les cœurs les plus divers [...]. Le défi a été de transformer toute cette richesse en une entité mienne et cohérente qui donne du sens à ma propre histoire. » C'est exprimé si sobrement que, lorsque j'ai lu ces lignes la première fois, j'ai eu les yeux dans l'eau. Réconfort de ne pas être seule à chercher des voix à écouter. Ainsi Marta Topferova est devenue une de mes sœurs. Trois de ses enregistrements me suivent sur les routes.

Il m'arrive encore d'écouter sa voix profonde, la guitare vénézuélienne dont elle joue si bien ou ses interprétations de l'Argentin Atahualpa Yupanqui, et puis de regarder le lac étinceler, les sapins s'élançant le long du chemin, le mur de bois de la cuisine jaunir, et d'être encore surprise d'appartenir à cette composition-là du monde, moi qui pourtant n'ai jamais éprouvé d'autre certitude que celle de vivre pour créer, ne serait-ce qu'un repas, une atmosphère, un poème et, par-dessus tout, des liens, des courants de chaleur. ●





Togo : un pays à réinventer

L'élite du Nord du pays occupe le pouvoir et les instances de l'État depuis plus de quarante ans. La division entre le Nord et le Sud togolais ne peut plus tenir.

PIERRE S. ADJÉTÉ

L'auteur est essayiste et éthicien

Après cinquante années d'indépendance, l'histoire politique du Togo reste douloureusement marquée par une élite qui paralyse et gangrène le développement démocratique du pays. Cette situation relève, en grande partie, des séquelles de la colonisation dont les Togois n'ont pas su s'affranchir, trop souvent piégés par leurs propres dissensions. Comme traits dominants de ce poids de l'histoire, on peut citer la division Nord-Sud transformée en un antagonisme persistant, ainsi que l'usage de la force et de la violence politique comme mode de règlement quasi institutionnel des différends.

Ancien protectorat allemand, le Togo est partagé, à la suite de la Première Guerre mondiale, entre la Grande-Bretagne, déjà présente au Ghana à l'ouest, et la France colonisatrice du Bénin (ex-Dahomey) à l'est. Le Togo actuel est le reliquat du seul territoire jadis sous administration française. Ce pays demeure néanmoins un mélange contradictoire de toutes les nostalgies identitaires que

les puissances colonisatrices génèrent chez des peuples conquis déjà porteurs de leurs propres cultures et traditions.

Depuis l'indépendance, acquise de haute lutte le 27 avril 1960, aucune politique nationale togolaise n'a su aplanir les stigmates du passé pour véritablement réunir les citoyens du Togo autour du projet commun d'un nouvel État-nation. Dès lors, jamais le sentiment d'appartenance à un pays unique ne s'est cristallisé chez les Togoises et les Togois; les discours politiques d'unité allant même souvent à l'encontre du vécu quotidien des uns et des autres constitué d'expériences diverses de favoritisme et de népotisme.

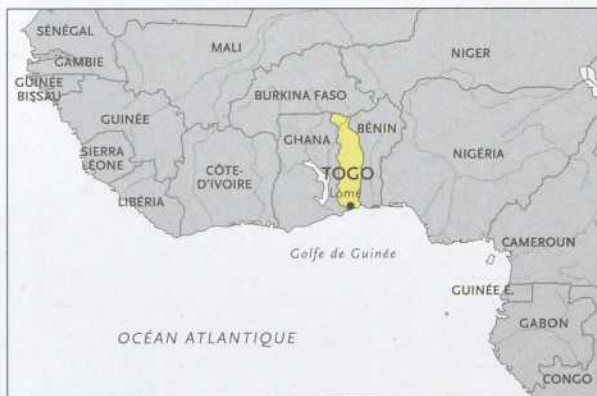
HISTOIRE PARTICULIÈRE

L'assassinat du père de l'indépendance et premier président démocratiquement élu, Sylvanus Olympio, le 13 janvier 1963, sous les balles des militaires – à l'époque où la France décidait des coups politiques en Afrique – allait devenir le drame fondateur de toute la politique togolaise. Cette mort, présentée comme la libération des Togois du Nord, fut ressentie comme une profonde tragédie par les Togois du Sud. Le pouvoir militaire qui devait régenter le Togo par la suite n'a eu de cesse de craindre le même sort au fil des années, au point de se transformer en régime répressif à l'égard des citoyens du Sud, trop souvent suspectés du « délit » d'opposition à un pouvoir confisqué par les militaires et les gens du Nord. Deux solitudes ont ainsi germé et porté les fruits amers de la division politique togolaise.

Le pouvoir d'État (forces armées, administrations publiques, carrières d'autorité et responsabilités d'influence, etc.) est concentré dans les mains de l'ethnie du président, les Kabyè et, dans une moindre mesure, des autres communautés du Nord. Les ethnies du Sud, notamment les Éwé et les Mina, n'y sont que très accessoirement représentées. Elles sont généralement candidates à l'exil, sauf si leur profession libérale et commerciale leur procure des bénéfices économiques qui compensent leur silence politique. Devant une telle réalité, les mêmes chances ne sont nullement offertes à la jeunesse selon qu'elle soit originaire du Nord et proche du pouvoir ou originaire du Sud et condamnée à la misère, à l'exil ou à l'émigration. La diaspora togolaise est ainsi majoritairement constituée d'habitants du Sud.

Le 5 février 2005, le jour même de la mort du général Gnassingbé Eyadema (au pouvoir depuis 1967), son fils Faure Gnassingbé lui succéda au cours d'une cérémonie où l'élite militaire lui prêta allégeance. Les élections qui suivirent, en avril 2005, n'ont été que pure formalité d'habillage démocratique, forcée par la communauté internationale et accomplie d'ailleurs au sacrifice de centaines de vies humaines, selon un rapport des instances compétentes de l'ONU.

Face à un tel système échafaudé au bénéfice de l'élite du Nord, l'opposition du Sud a souffert de sa division et de son inorganisation. Outrageusement dominée par un des fils du président assassiné, Gilchrist Olympio, l'opposition – l'Union des forces du changement (UFC) – s'est confondue pratiquement à sa personne, une partie du Togo ayant reporté sur lui son





amour pour son père ainsi que le mythe du père de l'indépendance. Conforté par une telle popularité, qui a fini par avoir raison des options alternatives des autres opposants, Gilchrist Olympio n'a jamais su élaborer de stratégie politique et ce, durant plus d'une quarantaine d'années.

ÉLITE SINGULIÈRE

Déclaré malade au moment des dernières élections présidentielles auxquelles il devait participer comme candidat, le 4 mars 2010, Gilchrist Olympio est remplacé au pied levé par le secrétaire général de l'UFC, Jean-Pierre Fabre. Au lendemain des élections, après la victoire contestée de Faure Gnassingbé, Gilchrist Olympio décide de s'allier à son « ennemi » de toujours. Ce retournement inattendu consacre la nouvelle donne politique au Togo. Ainsi, entre le pouvoir présidentiel et l'opposition recomposée autour de Jean-Pierre Fabre, les citoyens togolais ont du mal à se retrouver dans ce capharnaüm politique. Le Togo fait étalage de ses contradictions: les deux fils des deux anciens présidents sont désormais alliés, rendant encore plus incertain l'avènement d'un pays démocratique comme c'est le cas chez ses voisins, le Ghana et le Bénin.

L'arrogance postélectorale née de la nouvelle alliance des deux fils est telle que le pouvoir présidentiel – éternel gagnant – ne constate même pas l'évolution inévitable des adversaires qu'il affronte lors des élections. Il ne s'est pas méfié du fait que Jean-Pierre Fabre, le dernier meneur de l'opposition, pouvait lui résister avec autant d'acharnement. Neuf mois de contestation des résultats des élections – par des marches et des prières hebdomadaires notamment, malgré les répressions –, c'est du jamais vu au Togo même si tout cela n'a pas fait bouger le pouvoir.

En éclipsant si souvent les occasions d'ouverture politique véritable et les perspectives démocratiques réelles, les tenants du pouvoir se retrouvent aujourd'hui confrontés à la volonté émancipatrice d'une population qui revendique son droit à la dignité humaine. Après de longs mois de résistance, un nouveau parti politique aux initiales évocatrices – ANC (Alliance nationale pour le changement) – a été créé le jour symbolique du 10-10-10. Tous les Togolais épris d'une unité d'action longtemps attendue se bousculent aux portillons. Ces hommes et ces femmes considèrent que leur victoire libératrice passera désormais par l'ANC et vaudra bien celle du mythique parti de Nelson Mandela sur les forces répressives de l'apartheid qui avait longtemps prévalu contre toute logique, en Afrique du Sud. Mais, n'est pas Nelson Mandela qui veut: Jean-Pierre Fabre n'est pas connu pour avoir de grandes et nobles idées de ralliement dans son Togo natal.

TROP TARD POUR ÊTRE PESSIMISTE

Après cinquante ans d'indépendance, le Togo se trouve donc à un moment crucial de son histoire. C'est au seul nom de la dignité humaine que les espaces de liberté vont être explorés et conquis. Mais à quel prix individuel et collectif, compte tenu du réflexe répressif qui prévaut toujours et du soutien assidu de la France? Nul ne saurait le dire. Sauf qu'une chose est certaine: une refondation est nécessaire, quelque chose comme l'éveil d'une conscience nationale qui aboutirait à un dialogue véritable entre toutes les forces vives de ce pays, sans quoi il est à prévoir que le régime s'effondrera sous le poids de sa propre logique répressive.

Il appartiendra aux citoyens de s'approprier le dur exercice de l'éthique publique, le souci du bien commun, c'est-à-dire rien de moins que

l'application de l'*Appel pour un renouveau démocratique au Togo: le Grand Pardon*, lancé en novembre 1990 par Édem Kodjo. Cet intellectuel, diplomate, homme politique et écrivain togolais, est aussi le président de la Fondation Pax Africana et ancien Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (devenue l'Union afri-



caine). Vingt ans plus tard, beaucoup s'accordent pour dire que cet appel au pardon, alors incompris et délaissé, aurait mieux servi le Togo que la voie – longue, pénible et infructueuse – de la confrontation radicale et d'une « chasse aux sorcières » interminable. Il est véritablement trop tard pour baisser les bras. Les choses sont allées si loin qu'il faudra désormais une croyance passionnelle dans la raison pour atténuer les prochaines hésitations sociales et relativiser les probables rapprochements politiques. Inévitablement, le Togo reste à réinventer avec conviction et partage, dans la bonne foi, la mutuelle confiance et un définitif Grand Pardon. C'est seulement au moyen de ces instruments que les élites du Nord et du Sud ainsi que tous les citoyens assumeront davantage et dignement leur pays. ●

Le monument de l'indépendance du Togo sis à Lomé: symboliquement, un homme se libère à la lumière d'une torche portée par une femme. Photo: Pierre S. Adjété, 2010



Facebook: un phénomène social identique du Nord au Sud?

En Indonésie, des liens sociaux forts, non virtuels, sont au cœur de l'identité et de la vie des gens. Facebook y est donc un réseau additionnel, sans plus.

MARIE-SOPHIE VILLENEUVE

L'auteure est conseillère en planification de programmes auprès d'organisations communautaires en Indonésie

Il y a quelques semaines, la nouvelle a fait les manchettes en Indonésie: ce pays dont la population est la cinquième plus importante au monde se situe au deuxième rang mondial quant au nombre d'utilisateurs de Facebook (derrière les États-Unis), avec 10% de sa population membre du populaire réseau.

L'information ne m'a pas surprise. Car les Indonésiens vivent en groupes, en réseaux. Les cultures d'ici sont collectivistes. L'identité des personnes est essentiellement définie sur la base de l'appartenance à un groupe – au premier rang le clan familial, puis le groupe amical, étudiant, professionnel, etc. La vie est toujours organisée autour de la famille, incluant ce qu'on appelle la famille élargie. L'individu va mettre à contribution les autres réseaux auxquels il appartient afin d'assurer la subsistance et d'améliorer la position sociale du clan familial.

UN RÉSEAU DE PLUS

Selon leurs dires, mes amis indonésiens utilisent Facebook d'une part pour rester en contact avec les membres de la famille et les amis et, d'autre part, pour adhérer à de nouveaux réseaux. Tout comme l'arrivée du téléphone cellulaire et de la messagerie texte, Facebook est venu s'ajouter à la panoplie de moyens avec lesquels les Indonésiens entretiennent et cultivent leurs très nombreuses relations.

Car la popularité du site s'inscrit dans le phénomène beaucoup plus

large, et très récent, de l'élargissement de l'accès aux technologies des communications et de l'information, surtout chez les jeunes générations et les personnes travaillant dans le secteur formel. Au premier rang ici: la multiplication fulgurante, surtout depuis deux ans, des cafés offrant l'accès à Internet. Lors de mes premiers séjours en Indonésie, en 2007, il y avait très peu de ce type d'endroits. Quatre ans plus tard, on en retrouve partout, même dans les petites villes plus reculées. Puis, arrivés récemment sur le marché, les *netbooks*, avec leur prix pouvant représenter le tiers d'un portable standard, sont venus offrir un accès à l'ordinateur jamais égalé auparavant. Ainsi, les Indonésiens ont-ils commencé à «facebooker», à «twitter», à «googler» et à jouer en ligne. En moins de trois ans, le fossé numérique entre l'Occident et un pays comme l'Indonésie s'est considérablement réduit.

UN MÉDIA À L'IMAGE DE LA SOCIÉTÉ

Au Québec, on entend souvent dire qu'avec la multiplication des moyens de communication et d'information, les rapports entre les êtres humains n'ont jamais été aussi mal en point. En nous «enfermant» seul devant notre ordinateur et notre cellulaire, les technologies nous auraient isolés les uns des autres. Or, notre isolement dans une marée de communications n'est que le dernier symptôme de notre projection dans une société ultra-individualiste et capitaliste. Bien avant

Facebook, quelque part au cours des dernières décennies, nous avons choisi de nous replier sur nous-mêmes, de vivre loin les uns des autres, chacun dans sa grande maison, avec sa piscine privée, «seul dans son char», dans un cocon de confort matériel où rien, ni mauvaise odeur, ni couleur qui ne cadre pas avec celle des rideaux, ni visite imprévue de la belle-sœur, ne trouble notre quiétude mortifère. Dans cette atmosphère, il n'est pas étonnant de nous voir chercher de la vie et du mouvement là où on peut en trouver facilement: Internet. Quand on s'emmerde seul dans sa maison tout équipée des derniers gadgets, ouvrir l'ordinateur et passer des heures à se divertir et faire des rencontres va de soi.

En Indonésie, quel que soit son statut Facebook, mon amie reste la fille de ses parents, la grande sœur de l'autre, la cousine et l'amie de centaines de personnes. Elle quitte le café Internet et retourne à la maison où vivent six autres personnes. Elle parlera une bonne partie de la soirée avec la nièce partageant sa chambre à coucher et échangera une dizaine de messages texte avec sa cousine habitant une autre ville. Elle sera occupée pendant un mois, avec plusieurs autres membres de sa famille, à prendre part à l'organisation du mariage de sa sœur, où sont attendus pas moins de 1000 invités. Elle va passer deux heures à discuter avec son oncle et sa tante en visite. Pour la très grande majorité des Indonésiens, Facebook ne pourra jamais remplacer leur identité basée sur l'appartenance à un clan familial et un vaste réseau social, et les nombreux espaces collectifs *physiques* qu'ils et elles partagent ensemble. ●

Au-delà des discussions concernant l'utilité ou la futilité de Facebook dans une société comme la nôtre, qu'en est-il ailleurs? Clairement, le débat

s'articule autour des valeurs et du projet de société qui caractérisent le lieu où le célèbre réseau se déploie.



Ici comme ailleurs, l'enjeu véritable est la vision de société inacceptable que propose Facebook.

ANDRÉ MONDOUX

La majorité des discours et débats entourant Facebook ont ceci en commun qu'ils reconduisent la même représentation de la technique, soit celle qui la confine à un outil neutre entièrement assujéti à la volonté de son usager. Facebook est ainsi soit un gadget futile qui ne sert à rien ou un nouveau mode d'être servant à révolutionner le vivre-ensemble. Même outil, deux usages, deux résultats différents. D'un côté, on balaie du revers de la main un phénomène social important en le rabaissant au niveau de gadget et, de l'autre, on l'investit de nos plus grands espoirs. La première position s'évacuant *de facto* du débat, examinons la seconde.

Bien utilisé, Facebook permettrait ainsi de livrer – enfin – toutes les promesses d'une société épanouie: création de communautés, démocratie participative, e-gouvernement, etc. Au service de justes causes, il favoriserait la création et l'essor de nouveaux liens sociaux «émancipés» – une sorte d'ordre social 2.0 –, à l'image de nos aspirations les plus nobles et échappant à l'ordre social «traditionnel», la version 1.0 entachée par les tares de l'idéologie et du politique. C'est oublier que si l'outil est certes porté par l'usage, il est socialement détermi-

né en lui-même. Sous cet angle, la question devient donc la suivante: de quelles valeurs, au-delà de son usage, Facebook est-il porteur? Tel est l'enjeu véritable à mes yeux, qu'on observe le phénomène dans la perspective des pays riches ou des pays pauvres.

FABRICATION DU CONFORMISME

À bien des égards, Facebook est le fruit de la pensée néolibérale selon laquelle l'individu est posé comme le fondateur exclusif de la dynamique sociale. Ainsi, tout comme la majorité des outils dits sociaux, il est principalement un espace de stratégies d'auto-expression et de quêtes identitaires (sa page personnelle, son blogue, etc.) où les individus, en apparence émancipés de toute détermination sociale, doivent se construire et ainsi «se dire» entre eux. La vie sociale devient morcelée et personnalisable dans la mesure où les usagers choisissent à la carte *leurs* groupes d'appartenance. Cependant, l'outil n'est pas neutre pour autant puisqu'il est lui-même produit dans un contexte socio-économique déterminé: avec Facebook, l'amitié est une concrétude, une production de masse (le compteur d'amis indicateur de productivité) assujéti, par le profilage marketing, à la consommation de masse (dis-moi qui tu es et je te vendrai ce que tu veux). Comptant désormais parmi les «amis» des utilisateurs, les entreprises peuvent afficher sur la page person-

nelle de chacun; plus il y a de rapports «d'amitié», plus il y a circulation de pages porteuses de publicité.

UN PRODUIT DE SOCIÉTÉ

De ce fait, Facebook n'est ni un simple gadget à ignorer, ni une promesse de lendemains gazouilleurs. C'est le produit d'une société spécifique où le lien entre les valeurs (l'idéologie) et l'action est légitimé non plus politiquement (ouvert aux incontournables et nécessaires prises de position et débats), mais *techniquement*. Cette société technicienne se place sous le règne du mode d'emploi, de la marche à suivre – naturellement – puisque posée en termes neutres (techniques) et donc située hors de portée de l'idéologie et du politique. Non seulement n'y a-t-il rien à débattre, mais la notion même de débat y est inexistante. Nous sommes ici dans la vision d'une société fourmilière: une dynamique «optimisée», harmonieuse, sans oppositions ni contradictions, entièrement vouée à la production et à la consommation (d'amis comme de produits), conformément au grand rêve capitaliste. Je ne crois pas qu'une telle vision de la société soit bonne – ni au Sud, ni au Nord. ●

L'auteur est professeur à l'École des médias de la Faculté de communication de l'UQAM

Le numéro d'avril-mai de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 8 avril. Pensez à le réserver. Il comprendra notamment un dossier sur :

la précarisation du travail

Instable, flexible, contractuel... les termes qualifiant le travail au XXI^e siècle sont révélateurs de la précarisation de cette institution qui connaît, depuis quelques décennies déjà, des changements profonds sous l'impulsion de la logique managériale. La multiplication des agences de placement non réglementées, la diversification des statuts d'emploi (temporaire, occasionnel, sur appel, etc.) ou encore la dégradation des conditions de travail, incluant celles des intellectuels et des artistes, sont autant d'indices du processus de précarisation, qui affecte une grande partie de la population. Comment comprendre ce phénomène? À qui profite-t-il? Quel est le rôle de l'État québécois dans cette situation?

- une controverse sur l'engagement social et la liberté;
- une analyse sur le Tea Party aux États-Unis;
- le carnet signé par Brigitte Haentjens;
- une réflexion sur le nationalisme catalan;
- les œuvres de nos artistes invités, les graveurs du groupe Xylon.



Rolande Pelletier, *Le cirque (hommage à Matisse)*, 2008, technique gravure sur bois, 57 x 76 cm.

Photo : Daniel Roussel

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Internet : <www.revuerelations.qc.ca>.

jeu 136
Revue de théâtre

Mise en scène,
interprétation,
danse, dramaturgie,
portraits d'artistes...

jeu:
des points
de vue multiples,
des réflexions
passionnées.

Abonnez-vous !
514-875-2549
info@revuejeu.org
www.revuejeu.org

L'œuvre en chantier

DVD

POUR UN INSTANT LA LIBERTÉ

RÉALISATION: ARASH T. RIAHI,
FRANCE/TURQUIE/AUTRICHE, 110 MIN.
DISTRIBUÉ AU QUÉBEC DEPUIS 2010
PAR K-FILMS AMÉRIQUE.



« Pourquoi les gens ont-ils besoin de papiers pour être avec leurs parents? », demande la petite Azi, en cherchant le sommeil, à celui qui prend soin d'elle dans cet exil qu'ils ont entrepris ensemble. Il s'agit de l'un des nombreux échanges et questionnements bouleversants auxquels nous convie le film *Pour un instant la liberté*, primé au Festival international du film de Vienne, au Festival des films du monde de Montréal ainsi qu'au Festival du film de Zürich, en plus de remporter la faveur du public dans plusieurs autres événements. La fermeture des frontières, l'exploitation des personnes vulnérables à laquelle cette fermeture donne lieu, les espoirs et les désillusions qui composent la vie des exilés sont autant de sujets qui alimentent la trame touchante de ce film.

L'histoire débute avec Ali et Mehrdad, deux jeunes Iraniens qui tentent de fuir l'Iran et d'accéder à l'Europe par la Turquie. Ils sont accompagnés des deux neveux de Mehrdad qui désirent rejoindre leurs parents exilés en Autriche, laissant derrière leurs grands-parents qui prenaient soin d'eux ces dernières années. Tout au long du film, les vies des uns et des autres se croiseront au détour des différents parcours d'exil, notamment ceux d'un jeune professeur kurde et d'Iraniens également en quête de liberté. Ou encore, ceux de jeunes volontaires internationaux luttant pour la défense des droits humains et ceux des escrocs et délateurs qui profitent de la vulnérabilité des gens. Le film, avec ses acteurs magnifiques, en particulier les enfants, nous transporte donc au cœur de

dramas humains vécus par des gens en quête de sécurité et de liberté à l'extérieur de leur pays d'origine. Ces situations sont provoquées ou aggravées par des obstacles politiques, géographiques et climatiques, par des dédales bureaucratiques ainsi que par le commerce de la misère et la cupidité de ceux qui en tirent profit, tels les tenanciers d'un hôtel qui se jouent de la vulnérabilité des migrants irréguliers et des exilés qui viennent y loger.

Le spectateur est amené à suivre ces personnages attachants dans leur quête marquée par le désespoir, la compétition, la violence et la mort, mais aussi par l'espoir, le courage, l'humour et la solidarité. Ces drames humains dévoilent en fait souvent de véritables exploits réalisés par des êtres fragiles et forts à la fois. En plus de l'histoire déchirante, mais pleine d'espoir, d'Ali, de Mehrdad, de leurs neveux et de ce jeune Kurde plein d'humour et d'ingéniosité, le film présente les parcours troublants d'un père de famille et d'un vieillard iranien de qui les dédales administratifs ont eu raison, et de cette mère pour qui le retour en arrière devient la seule issue. En montrant une diversité de personnes et de parcours, une multitude



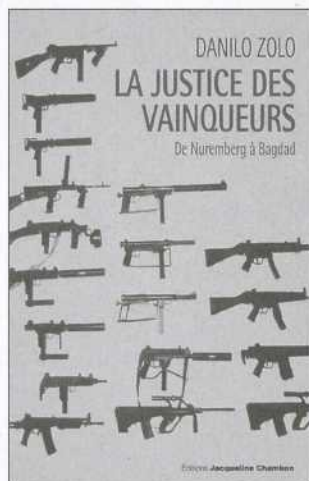
d'obstacles et une pluralité de destins, l'histoire fait donc état, d'une manière très habile, de la réalité éminemment complexe qui est celle des migrations contemporaines de ceux et celles pour qui la liberté de mouvement n'est que théorique.

Pour un instant la liberté est un film touchant, bouleversant, qui pose des questions incontournables pour notre temps. Dans une perspective de justice sociale à l'échelle mondiale, comment assurer le respect des droits humains et une mobilité humaine équitable dans un contexte de globalisation de l'économie couplée d'une fermeture des frontières à des pans entiers de l'humanité? À qui profitent cette fermeture et ce contrôle frontaliers? Quelle part de responsabilité devraient assumer les pays favorisés dans la protection des personnes en quête de refuge à l'échelle de la planète? Ce ne sont que quelques-unes des questions que ce film nous invite à approfondir.

STÉPHANIE ARSENAULT

**PLAIDOYER POUR
UNE RÉFORME URGENTE
DE LA JURIDICTION
PÉNALE INTERNATIONALE**

Danilo Zolo
**LA JUSTICE DES VAINQUEURS.
DE NUREMBERG À BAGDAD**
Arles, Actes Sud, 2009 (traduit
de l'italien par Étienne Schelstraete),
231 p.



Le recours à la juridiction pénale internationale pour juger des crimes contre la paix et d'autres graves crimes internationaux a-t-il donné naissance à un ordre juridique unitaire et cohérent? Dans *La justice des vainqueurs*, Danilo Zolo examine cette question épineuse à travers une analyse critique du système de la justice internationale. Ce philosophe italien, auteur de plusieurs ouvrages, cherche à montrer que les tribunaux pénaux internationaux mis en place depuis Nuremberg (1945) ont consacré une justice contraire aux principes tant du droit international que du droit pénal. Selon l'auteur, l'absence en droit international d'une définition de la guerre d'agression et la faiblesse du cadre normatif sanctionnant ce type de guerre ont permis aux États-Unis et à leurs alliés d'imposer, à partir des années 1980, leur propre vision de la justice internationale. Celle-ci est en rupture avec l'ordre

international établi par l'ONU, subordonnant l'usage de la force à l'autorisation du Conseil de sécurité. La nouvelle vision qui s'affirme depuis la Guerre froide et la mondialisation marque aussi l'avènement de la « guerre globale » justifiant l'utilisation de la force militaire au nom de l'intervention humanitaire et du maintien de la sécurité. Or, cette guerre « préventive » n'a pas de fondement en droit international et aucune sanction n'est prévue contre les responsables de crimes d'agression.

Un autre grand bouleversement du droit international qui consacre la « justice des vainqueurs » est la conceptualisation de la guerre comme crime imputable aux individus et non plus seulement aux États. Cela se trouve concrétisé par l'institution des tribunaux de Nuremberg et de Tokyo, suivis des tribunaux pénaux internationaux *ad hoc* pour l'ex-Yougoslavie (1993), le Rwanda (1994) et des instances comme le Tribunal spécial irakien. Or, nous explique Danilo Zolo, ces tribunaux ne sont pas en mesure d'organiser des procès justes et équitables, ni de traiter les condamnés dans le respect des principes du droit pénal.

L'auteur dénonce ainsi l'impunité des vainqueurs et s'oppose à toute rationalisation de la guerre d'agression. Il critique tout particulièrement la position de certains intellectuels, dont Michael Ignatieff, qui justifient les interventions humanitaires au nom de la protection des droits humains. Selon lui, cette position aboutit à la célébration de l'usage de la force internationale par les grandes puissances, car elle tend vers la négation de la diversité culturelle et de la complexité du monde. De même, Zolo qualifie de « pure rhétorique néocoloniale » l'idée selon laquelle le recours à la force militaire par les États-Unis n'est qu'une réplique défensive qui garantit la survie de l'Occident et de ses valeurs face à l'agression du terrorisme islamique et l'apparition d'une nouvelle barbarie. Cette position amène l'auteur à tenir parfois un raisonnement tendant à jus-

tifier l'usage des moyens terroristes par les peuples soumis à la justice des vainqueurs. Ainsi, certains passages manquent de nuance et reflètent malheureusement une vision manichéenne des relations internationales. Cela n'empêche toutefois pas cet ouvrage d'offrir une analyse fouillée des étapes marquantes du système de justice internationale et de livrer un plaidoyer pertinent pour une réforme urgente de la juridiction pénale internationale. Écrit dans un langage simple et doté d'abondantes références bibliographiques, il s'adresse tant au grand public qu'aux chercheurs spécialisés.

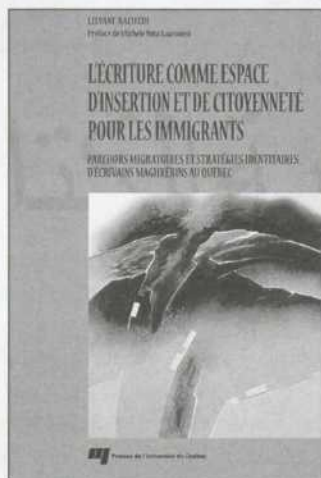
IDIL ATAK

**ÉCRITURE
ET RÉCIT D'IMMIGRATION**

Lilyane Rachédi
**L'ÉCRITURE COMME ESPACE
D'INSERTION ET DE CITOYENNETÉ
POUR LES IMMIGRANTS. PARCOURS
MIGRATOIRES ET STRATÉGIES
IDENTITAIRES D'ÉCRIVAINS
MAGHRÉBINS AU QUÉBEC**
Québec, Presses de l'Université
du Québec, 2010, 222 p.

Migrer n'est pas chose facile. Il y a toujours une ambivalence entre le pays natal et celui adopté. Le premier est celui de l'origine, de l'enfance, de la famille, des premiers rêves, alors que le deuxième est généralement celui de l'adaptation, mais aussi des espérances. Les recherches sur la migration sont nombreuses, mais peu d'entre elles portent sur l'écriture et les œuvres des écrivains migrants comme stratégie identitaire, d'où l'intérêt de ce livre. Lilyane Rachédi s'intéresse à six auteurs d'origine maghrébine en mettant en lien leurs œuvres et leur parcours migratoire.

L'auteure, chercheuse en travail social, s'intéresse plus spécifiquement à l'interculturalité. Elle démontre que le recours à la littérature, pour ces écri-



vains, fait partie d'une stratégie identitaire qui leur permet de se situer dans leur nouveau monde et d'aller au-delà du simple récit qui donne voix à ceux et celles ayant envie de partager leur histoire, leur mémoire. Leurs œuvres sont à la fois un acte de reconnaissance, mais aussi un geste de rupture tout autant que de réconciliation avec leur pays natal.

Originaires d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, les écrivains choisis ont abordé, à travers leurs œuvres, des enjeux liés à leur parcours migratoire respectif. L'auteure les a invités à raconter ce parcours et à situer un ou plusieurs de leurs écrits dans l'histoire de cette migration.

Ainsi, on découvre que leurs récits deviennent tout autant prétexte à se raconter qu'à se situer ou à prendre position. Il y a plusieurs raisons derrière leur volonté d'écrire. Certains voulaient bousculer l'image mythique du pays d'origine, le souvenir symbolique, comme c'est le cas de Majid Blal dans *Une femme pour pays*. Plus radicalement, il s'agissait pour Wahmed Ben-Younes, dans *Yemma*, de jeter un regard critique sur le leur de l'émigration et les désillusions dont personne ne parle.

Il y a aussi le désir de transmission, tel qu'abordé dans *Le papillon amoureux* de Soraya Benhaddad qui traite de la question des préjugés et de la nécessaire adaptation de qui veut refaire sa vie. Il y a aussi l'écriture qui témoigne d'une intégration et d'une participation à la société comme chez Hédi Bouraoui, qui questionne le multiculturalisme canadien dans *Ainsi parle la tour CN*.

Lilyane Rachédi a su démontrer comment ces récits, tout en étant des

œuvres littéraires à part entière, font partie de l'élaboration d'une stratégie d'insertion pour ces auteurs. L'ouvrage permet une appropriation nouvelle de l'écriture et du rôle des œuvres littéraires dans l'intervention sociale. Il serait fort intéressant d'étendre cette recherche à un plus grand nombre d'écrivains, d'ici et d'ailleurs.

LOUISE DIONNE

LIVRES DE VIE

Louise Warren
**ATTACHEMENTS. OBSERVATION
 D'UNE BIBLIOTHÈQUE**
 Montréal, L'Hexagone, 2010, 173 p.

Les lecteurs et lectrices de *Relations* ont le plaisir, depuis septembre 2010, de lire la chronique de Louise Warren, «Je suis de ce monde» (accompagnée des dessins de Sophie Lanctôt), où les livres se révèlent être de véritables compagnons de vie. Cette chronique est en quelque sorte le prolongement de ce livre. L'auteure nous y fait découvrir les liens intimes qui unissent à la centaine d'ouvrages qui composent sa bibliothèque, autant de rencontres relatées succinctement, qui nous communiquent le plaisir tout simple de vivre. Il importe peu que nous connaissions l'ouvrage ou l'auteur dont il est question, ils nous deviennent aussitôt familiers, leur compagnie agréable et désirable.

À la lecture d'*Attachements*, on a l'impression que les livres dont l'auteure parle font corps avec elle. Ce sont des médiations essentielles de son expérience de la vie, de son expérience du monde. Des mémoires aussi. Des traces indélébiles dans son existence, impensable sans elles, de rencontres heureuses, d'êtres chers, de sensations, d'émotions qui l'habitent. Les mots, comme la lumière, sont nécessaires à son regard. Un livre accompagnera un souvenir intime, un autre déclenchera l'impulsion d'écrire, un autre encore initiera un long dialogue, ou bien stimulera la réflexion. Un

poème devient indissociable d'un paysage. Tous sont une manière d'approfondir l'existence (p. 108), de toucher le fond, l'âme du monde. D'établir les liens secrets, l'identité intérieure de toute matière vivante avec l'humain. Parlant de Handke et particulièrement de *Le poids du monde*, elle dit: «Ces livres-là soutiennent la conscience. Ils portent la voix qui sculpte le souffle, recueille les tremblements fugitifs. Ils absorbent le vide» (p. 115).

Des phrases, parfois quelques mots sont le «sésame» d'un univers riche de sens. Ils justifient à eux seuls la présence d'un livre dans sa bibliothèque. La valeur de chacun se juge au poids de vie qu'il renferme, à sa capacité d'ouvrir les yeux du lecteur sur la beauté des choses et des êtres. Une phrase suffit. Aussi, n'est-il pas étonnant que Louise Warren aime particulièrement les fragments, les collages, autant de portes qui s'ouvrent à l'improviste sur le vivant. Des mots enveloppés de silence, des mots-chemins vers l'inconnu, donnant accès aux diverses et multiples saveurs de la vie.

L'auteure se sait vivre «dans le langage» (p. 130): dans cette demeure essentielle, vivre devient une expérience extraordinaire. Cheminer avec elle dans ses lectures nous le fait éprouver. N'habitons-nous pas tous dans le langage? Mais pour beaucoup, cette maison reste obscure, au point où, n'y voyant rien, on l'oublie – comme si on n'y habitait pas. Les mots se contentent d'être des moyens, des outils, de simples véhicules, extérieurs à soi. Mais les poètes ont ce don d'ouvrir pour nous les fenêtres de cette maison, de laisser passer la lumière, de nous la faire découvrir – ou tout au moins de nous en évoquer les contours – pour qu'à notre tour, nous nous mettions en quête d'elle ne serait-ce qu'à tâtons. Ce livre de Louise Warren en témoigne.

JEAN-CLAUDE RAVET



QUESTIONS D'AVENIR

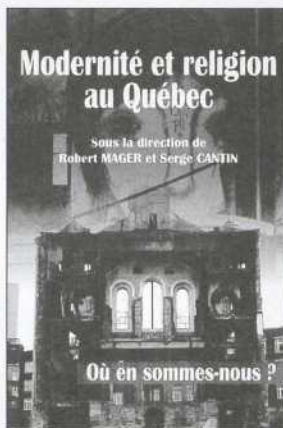
Robert Mager et Serge Cantin (dir.)
MODERNITÉ ET RELIGION AU QUÉBEC. OÙ EN SOMMES-NOUS?
 Québec, PUL, 2010, 416 p.

À la suite de l'immense bouleversement qu'a été la Révolution tranquille, devant le changement des modes d'agir et de penser qui semble radical et l'effacement si rapide de la présence catholique dans l'espace québécois, il y a lieu de s'interroger sur l'avenir de la religion au Québec. C'est cette question d'importance qu'aborde cet ouvrage qui s'inscrit dans le prolongement de la pensée du philosophe français Marcel Gauchet. Celui-ci interprète l'évolution de nos sociétés comme une sortie de la religion et qualifie le christianisme de « religion de la sortie de la religion ». Les articles de ce collectif, dirigé par Robert Mager et Serge Cantin, ont été présentés au colloque *Modernité et religion au Québec* (21-23 avril 2008).

Le livre a les défauts du genre: qualité inégale des contributions, répétitions multiples d'un auteur à l'autre, etc. Les plus jeunes veulent se faire entendre (*publish or perish*) et d'autres semblent plus soucieux de développer leur propres travaux que de resserrer leur pensée sur le thème débattu. Cela dit, l'ouvrage est d'une portée indéniable présentant 24 contributions regroupées en cinq sections: une religion surprise par l'histoire, les métamorphoses du socioreligieux, la religion et l'État, la religion à l'école, penser la religion en régime moderne.

De la première section, retenons un texte de Pierre Lucier qui insiste sur le « décrochage de la culture de chrétienté par rapport à l'expérience chrétienne » (p. 24). « Une grande partie du monde des sciences et des arts avait évolué sans l'Église, jusqu'à nourrir "le refus global" d'un bon nombre » (p. 25). Gilles Routhier signale pour sa part que la Révolution tranquille n'a pas été aussi brutale qu'on le pense et qu'on

peut retracer les signes d'une première révolution dès 1930: celle élaborée par les croyants issus de l'Action catholique et sensibles aux sciences sociales. Même son de cloche chez le Franco-Américain Donald L. Boisvert qui affirme: « Le Québec, en d'autres mots, n'est sorti ni du catholicisme ni de la croyance sous ses diverses formes » (p.61).



De la deuxième section, je retiens un long texte de E.-Martin Meunier, Jean-François Laniel et Jean-Christophe Demers offrant un aperçu sociohistorique du catholicisme québécois (1970-2006). Très documenté, il pourrait être la base d'un essai indépendant. À signaler également, un superbe petit texte d'Isabelle Matte qui analyse le malaise existentiel et le discours apocalyptique dans la jeune chanson québécoise, s'attardant surtout à Daniel Bélanger. Très intéressante aussi est la contribution de Robert A. Kenedy et de Diana Cohen-Reis, qui montre comment des Juifs émigrés de France, vivant à Montréal, se sentent à l'aise en français et respectés, ce qui n'empêche pas l'un d'eux d'affirmer de manière intrigante à mes yeux: « Je serai toujours Juif et Français, mais mon cœur restera toujours en Israël » (p.201). Suprême paradoxe, les auteurs, après avoir mené leur enquête auprès des Juifs de Montréal en français, nous offrent un texte en anglais!

La troisième section aborde la question de la laïcité, de la relation entre la religion et l'État. Elle propose

d'abord un article très technique de Christelle Landheer-Cieslak sur le droit civil québécois, puis un texte de Lucia Ferretti qui laisse entendre que la Cour suprême, en abordant la liberté religieuse, glisse vers la promotion du multiculturalisme au détriment d'une culture publique commune. Dans un bon article, Denis Jeffrey fait la distinction nette entre la tolérance et l'indifférence; Danièle Letocha interprète, pour sa part, l'accommodement raisonnable comme un effet des chartes et comme une cause de changements sociaux (p.264). Son point de vue est radical: « Il n'existe pas de telle chose qu'une laïcité ouverte ou fermée. Un État est laïque ou ne l'est pas » (p.272).

Suit la quatrième section consacrée au thème de la religion à l'école. Jacques Racine y fait un très bon survol historique et Jacques Cherblanc explique de manière articulée la distinction à faire entre le religieux et le spirituel.

La cinquième section est tournée vers l'avenir: comment penser la religion en situation de modernité? Étrangement, le texte de Jacques Pierre n'a pas vraiment de conclusion (un accident d'édition?). Michel Despland recommande quant à lui aux Églises de s'orienter vers le modèle de la secte et d'agir comme des groupes prophétiques au sein de la société (« renforcer la dimension d'espérance ou de projet », p.352). Les trois derniers textes approfondissent la contribution de Gadamer, de Gauchet et de Hegel sur les conditions d'existence et d'avenir des religions.

Au total donc, un livre immense, touffu, souvent difficile, peu unifié, mais tonifiant. J'en ai retenu pour moi-même l'image suivante: il y a un avenir pour la religion après la Révolution tranquille. Dans le cas de l'Église catholique, il faudra toutefois opter pour l'ouverture et l'innovation afin d'éviter un retour vers le passé.

ANDRÉ BEAUCHAMP

Bâtir un monde de justice

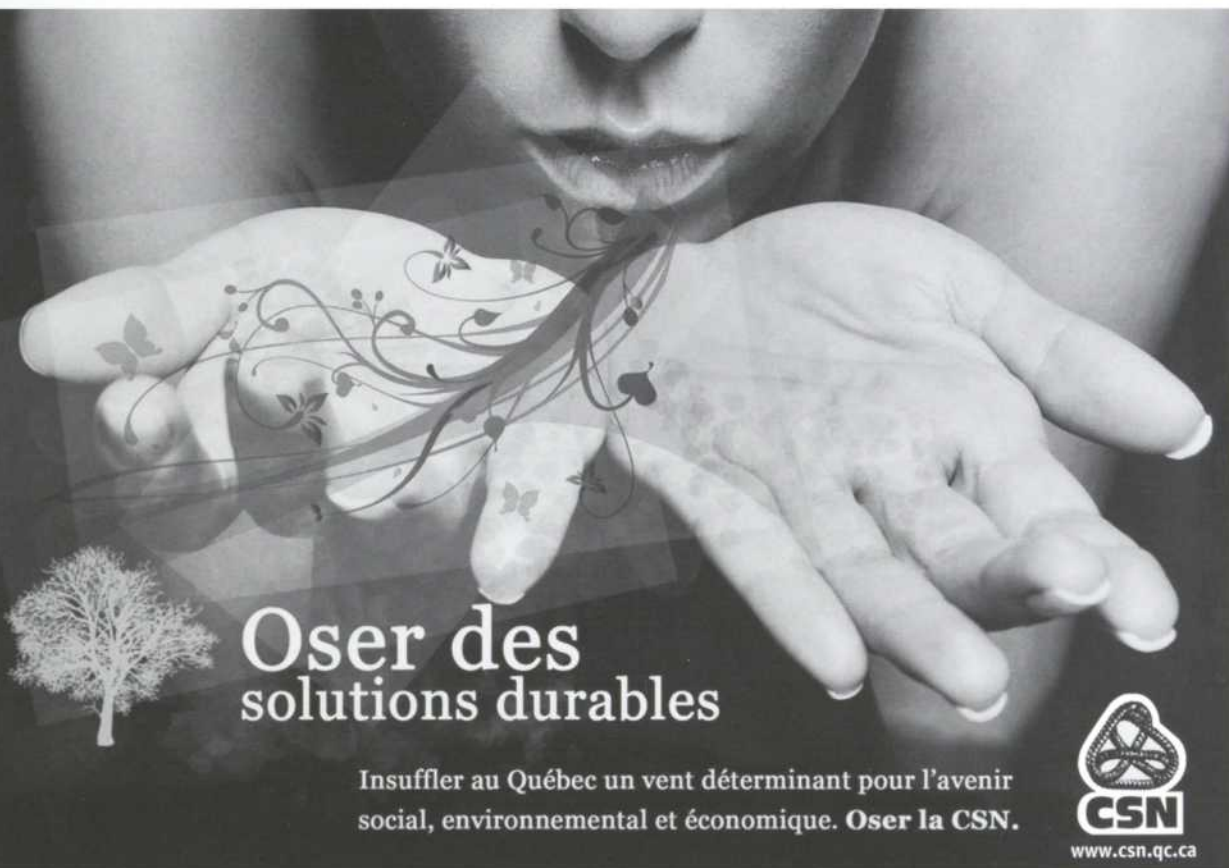
AUJOURD'HUI,
DES MILLIERS
DE FEMMES
PRODUISENT
DE QUOI NOURRIR
LEUR FAMILLE

Donnez généreusement




Développement
et Paix

1 888 234-8533



Oser des solutions durables

Insuffler au Québec un vent déterminant pour l'avenir social, environnemental et économique. **Oser la CSN.**



CSN
www.csn.qc.ca

Le Placement à rendement social

est une valeur sûre
et garantie.

L'argent investi sert
à financer plus de 2700
entreprises socialement
engagées.

Le choix de
Laure Waridel



Desjardins

Caisse d'économie solidaire

Québec 418 647-1527

Montréal 514 598-2122

Lanaudière 450 753-7055

www.placement.coop